

Les travailleuse·eur·s de l'informel dans la crise de la COVID-19

Un panorama de l'impact brutal et du
risque à long terme



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Sommaire

Évaluation rapide de WIEGO : Un panorama mondial	2
Résumé	3
L'impact des mesures de santé publique sur les revenus	4
<i>Défis communs rencontrés par les travailleuse·eur·s de l'informel</i>	4
<i>Travailleuses domestiques</i>	5
<i>Travailleuse·eur·s à domicile</i>	6
<i>Vendeuse·eur·s de rue et commerçant·e·s de marchés</i>	7
<i>Récupératrice·eur·s de matériaux</i>	8
<i>Autres travailleuse·eur·s dans l'espace public</i>	9
Possible perte permanente de revenus pour les femmes et les personnes travailleuses âgées	10
Implications politiques	11
Podcast de WIEGO sur l'économie informelle – Épisodes spéciaux sur la pandémie	12
Risques sanitaires et réponses	13
Résumé	14
Les organisations de base apportent un soutien crucial aux travailleuse·eur·s de l'informel pendant la pandémie.....	15
Directives sanitaires pour les récupératrice·eur·s de matériaux, les travailleuse·eur·s domestiques et les vendeuse·eur·s de rue	16
Blog de WIEGO sur les travailleuse·eur·s essentiel·le·s en situation de risque.....	17

Rédactrices en chef :

Rachel Moussié, *Directrice adjointe du Programme de protection sociale, WIEGO*

Laura Alfors, *Directrice du Programme de protection sociale, WIEGO*

Jenna Harvey, *Coordinatrice générale de Villes Focales, WIEGO*

Traduit par Abrapalabra, Coopérative de services linguistiques

Produit par WIEGO - juillet 2020

Mobilisation et organisation	21
Résumé	22
Demandes spécifiques aux secteurs	22
Une plate-forme de solidarité mondiale du réseau WIEGO	24
Le soutien que les organisations de base apportent aux travailleuse·eur·s de l'informel pendant la pandémie	24
Blogs de WIEGO sur mobilisation et organisation	25
<i>Innovation et unité : Comment les travailleuse·eur·s à domicile s'adaptent au monde de la COVID-19</i>	25
<i>Comment les villes peuvent soutenir les travailleuse·eur·s de l'informel pendant la crise de la COVID-19 et au-delà</i>	29
<i>Comment les vendeuse·eur·s de rue affrontent la crise de la COVID-19 ?</i>	33
Conclusion	37
Cinq vérités.....	37
Campagnes de collecte de fonds pour aider les travailleuse·eur·s de l'informel	37
Annexe 1 : Personnes interviewées dans le cadre de l'évaluation rapide	38

Photo de la couverture :

Kasturi Ben tient des produits qu'elle vend dans le petit magasin général dont elle est la propriétaire, à Ahmedabad, Inde.

Photo : Paula Bronstein / Getty Images Reportage

Photo de quatrième de couverture :

Il y a un an et demi, Hawa Latif a quitté sa ville natale de Tulu, dans la région nord du Ghana, pour venir gagner sa vie à Accra, Ghana, en travaillant en tant que porteuse de charge sur la tête ou *kayayei*.

Photo : Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage

Évaluation rapide de WIEGO : Un panorama mondial

Anna Nkobe appartient à une organisation communautaire appelée Domestic Watch, qui se réunit mensuellement pour partager des outils avec les travailleuses domestiques afin qu'elles soient bien informées et en sécurité.

Photo : Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage



Résumé

ENTRE le 23 mars et le 8 avril 2020, WIEGO a mené une évaluation rapide pour comprendre l'impact de la COVID-19 et des mesures de santé publique mises en œuvre par les gouvernements sur les travailleuse-eur-s de l'informel en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cette évaluation comprenait des entretiens avec 16 organisations de base (OB) locales et nationales, cinq réseaux régionaux et internationaux d'organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, des membres de l'équipe de WIEGO qui ont été en communication régulière avec des travailleuse-eur-s dans plusieurs pays, ainsi qu'un institut de recherche et une ONG qui travaillent en étroite collaboration avec ces travailleuse-eur-s (voir l'annexe 1).

Les organisations interrogées représentent principalement des travailleuses domestiques, des travailleuse-eur-s à domicile, des vendeuse-eur-s de rue, des commerçant-e-s de marchés et des récupérateur-eur-s de matériaux. Dans la plupart des pays, il s'agit de secteurs féminisés, caractérisés par des salaires insuffisants ou par le travail autonome. En outre, certaines organisations de base interrogées regroupent des travailleuse-eur-s d'autres secteurs, tels que les cireuse-eur-s de chaussures à Mexico et les vendeuse-eur-s de journaux à Lima.

Comme les réactions publiques face à la COVID-19 changent rapidement, ces entretiens représentent un moment précis dans le temps.

L'impact sur les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s de l'informel a été soudain et grave et, dans de nombreux cas, a entraîné une perte permanente de revenus. En Inde, les gouvernements locaux utilisent les mesures d'isolement social pour démanteler les infrastructures des vendeuse-eur-s de rue. En Colombie, les récupérateur-eur-s de matériaux craignent d'arrêter le travail car les entreprises privées pouvaient s'en servir pour justifier le transfert des contrats de gestion des déchets à de grandes entreprises privées. Dans toute l'Asie du Sud-Est, les travailleuse-eur-s à domicile redoutent que le tourisme ne revienne dans la région et qu'il n'y ait donc plus de marché pour commercialiser leurs produits, tandis que celles et ceux qui cousent des vêtements dans cette région et en Asie du Sud n'auront aucune commande aussi longtemps

que les principaux marchés de Chine, d'Europe et d'Amérique du Nord seront aux prises avec la COVID-19. Les travailleuses domestiques s'inquiètent du fait que, lorsque leurs employeuse-eur-s perdent leur emploi, elles n'auront plus de travail même après la fin des mesures de confinement.

Comme la pandémie évolue au fil du temps, plusieurs impacts économiques sur les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s de l'informel demeureront pertinents alors que les pays passeront d'un confinement total à un confinement partiel ou au respect d'une distanciation sociale. L'incertitude de la situation, la probabilité de l'alternance de cycles d'infection et puis de mesures pour contenir cette infection, prolongeront et même aggraveront beaucoup de ces impacts.

Toutefois, certains développements positifs ont atténué la crise pour quelques travailleuse-eur-s de l'informel. Ils sont le fruit des efforts de plaidoyer de leurs organisations de base et de leurs alliés. Dans certains pays, les vendeuse-eur-s de denrées alimentaires et les récupérateur-eur-s étaient considéré-e-s comme essentiel-le-s et autorisé-e-s donc à exercer leur activité. Les organisations des travailleuses domestiques ont demandé que leurs membres soient également reconnues dans la catégorie du personnel soignant, car elles fournissent des soins à domicile aux personnes malades et âgées. Dans de nombreux endroits, les travailleuse-eur-s à domicile ont reçu des contrats pour produire des masques pour les organismes et les marchés locaux. De nombreuses organisations ont également élaboré des directives de sécurité et distribué des équipements de protection individuelle (EPI). Ces efforts mettent l'accent sur la capacité des organisations à réagir efficacement pour protéger la santé et les moyens de subsistance de leurs membres

Que les travailleuse-eur-s de l'informel aient été reconnu-e-s comme des travailleuse-eur-s essentiel-le-s par leurs gouvernements ou non, la crise a mis en lumière l'importance de ces travailleuse-eur-s. Dans un large éventail de secteurs, dont l'agriculture, les soins de santé, la garde d'enfants et les transports, elles-ils ont été en première ligne dans les interventions nationales concernant la pandémie. Cette reconnaissance



Liz Chapilliquem Bances est membre d'une des organisations de base de la Fédération nationale de récupérateur-eur-s du Pérou (Federación Nacional de Recicladores del Perú, FENAREP). Les OB luttent pour le droit au travail des récupérateur-eur-s et pour leurs droits en tant que travailleuse-eur-s. Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage

souligne l'importance des travailleuse-eur-s de l'informel pour nos économies et notre capacité sociale à relever les défis d'une crise majeure comme celle de la COVID-19.

Un leader d'une organisation de vendeuse-eur-s de rue (RENATTA) au Pérou explique :

« Nous nous sentons protégé-e-s par les mesures que nous suivons nous mêmes et non pas par les stratégies économiques du gouvernement ; nous sommes toujours dans l'attente. Nous nous sentirons protégé-e-s si, après les mesures d'isolement social, les autorités manifestent leur intention de nous inclure dans les politiques publiques de la ville.... Nous espérons qu'elles nous incluront dans les politiques de l'emploi. Cette réalité montre que nous ne dérangeons pas, nous constituons de l'aide parce que sans les travailleuse-eur-s de l'économie informelle, on n'aurait pas de nourriture dans les marchés, et sans les petits marchés, la nourriture n'arriverait pas aux quartiers les plus éloignés ».

L'impact des mesures de santé publique sur les revenus

Les travailleuse-eur-s de l'informel ont ressenti les premières répercussions de la pandémie par les mesures de santé publique qui ont limité ou empêché leur travail. Ces travailleuse-eur-s ont fait état de pertes de revenus à cause de la fermeture des frontières, de la distanciation sociale et des mesures de confinement partiel ou total. La crise économique a précédé la crise sanitaire pour la plupart des travailleuse-eur-s de l'informel dans les pays du Sud global.

Les travailleuse-eur-s de l'informel sont confronté-e-s à des défis communs :

- L'éloignement physique est impossible dans les quartiers urbains surpeuplés et dans les établissements informels.

- Elles-ils ont un accès limité aux informations sur le virus et sur son mode de propagation et ont été la cible des campagnes de désinformation.
- Elles-ils manquent souvent de savon et/ou d'eau propre pour se laver les mains.
- Elles-ils ont besoin d'équipement de protection pour effectuer leur travail essentiel et leurs activités quotidiennes. Les OB s'efforcent de l'acquérir elles-mêmes faute de soutien gouvernemental, dans un contexte de prix abusifs et de stockage de la part des classes moyennes et aisées.
- En raison de l'insuffisance des revenus quotidiens, ces travailleuse-eur-s n'ont pas pu stocker de la nourriture ou d'autres produits fondamentaux avant la période de confinement.
- Les problèmes de santé mentale sont cités comme une préoccupation majeure à cause des incertitudes sanitaires et économiques et de leur manque de revenus actuel.
- Les mesures de confinement augmentent la menace de violence domestique envers les travailleuses de l'économie informelle.
- Les travailleuses de tous les secteurs de l'économie informelle ont de plus en plus de difficultés pour travailler en raison des responsabilités liées à la garde des enfants, car les écoles et les garderies sont fermées.
- Le harcèlement policier envers les travailleuse-eur-s de l'informel est monnaie courante dans toutes les régions et entraîne la confiscation de biens, des amendes ou des violences physiques et des abus policiers.
- Comme un grand nombre de travailleuse-eur-s de l'informel n'ont pas de compte bancaire numérique et/ou n'ont pas accès aux transferts d'argent mobiles, les restrictions à la mobilité leur rendent difficile de bénéficier de l'aide au revenu.
- Les migrant-e-s urbain-e-s qui retournent dans les zones rurales perdent leurs revenus et leur logement, et sont devenu-e-s des cibles de violence.

Ces tableaux révèlent comment différents groupes de travailleuse-eur-s ont été touché-e-s par les mesures de santé publique.



Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage

TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

« Le nombre d'employeuse-ur-s qui ont fourni des protections est minime. Elles [les travailleuses domestiques] demandent des protections pendant la journée de travail et les employeuse-ur-s utilisent le prétexte « nous avons à peine assez pour nous mêmes ».

– Entretien avec l'organisation des travailleuses domestiques SINACTRAHO, au Mexique



Yolanda Villanueva, travailleuse domestique, chante des berceuses à un bébé. Elle fournit le service du soin des enfants – qui la passionne – dans plusieurs foyers. Au Pérou, de nombreuses travailleuses domestiques fournissent des services des soins dans des foyers, sans lesquels plusieurs femmes ne pourraient pas travailler. Elle est membre du Syndicat des travailleuses domestiques du Pérou (Sindicato de Trabajadoras del Hogar del Perú, SINTRAHOGARP)

Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage

<p>FERMETURE DES FRONTIÈRES (c'est-à-dire entre et dans les pays)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les travailleuses domestiques en Asie du Sud-Est sont incapables de retourner au travail. Lorsque les Philippines ont fermé leurs frontières de manière inattendue en février, les travailleuse-ur-s domestiques migrantes n'ont pas pu retourner chez leurs employeuse-ur-s à Hong Kong et ailleurs. La Malaisie a refusé l'entrée aux travailleuses domestiques migrantes qui rentraient au pays sous prétexte qu'elles n'étaient pas des travailleuses essentielles.
<p>QUARANTAINE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les travailleuses domestiques qui reviennent de Malaisie ou des Philippines perdent l'équivalent à 14 jours de travail lorsqu'elles sont mises en quarantaine à Hong Kong. • Huit travailleuses domestiques à Hong Kong sont en quarantaine. • Les travailleuses domestiques logées chez l'employeuse-ur sont forcées de se mettre en quarantaine chez elle-lui lorsqu'elles tombent malades. Forte exposition à la COVID-19.
<p>DISTANCIATION SOCIALE (c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les travailleuses domestiques doivent assumer une charge de travail plus lourde car les employeuse-ur-s augmentent les standards d'hygiène. Le fait de travailler sans mesures de protection ou de prévention au domicile de l'employeuse-ur augmente l'exposition à la COVID-19. • Les employeuse-ur-s qui ne respectent pas la distanciation sociale font courir aux travailleuses domestiques le risque d'attraper la COVID-19. • Sept travailleuses domestiques de Hong Kong ont contracté le virus de leurs employeuse-ur-s.
<p>CONFINEMENT PARTIEL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La charge de travail est plus lourde car les enfants ne sont pas à l'école et les employeuse-ur-s travaillent à domicile. • Les employeuse-ur-s utilisent les directives de santé publique pour justifier les demandes adressées aux travailleuses domestiques de rester plus longtemps au travail et de faire des achats pour le ménage (Mexique). • Les travailleuses domestiques ne reçoivent aucun équipement de protection (celles logées chez l'employeuse-ur en Asie, du Sud-Est et Moyen-Orient, Mexique) et aucune mesure préventive n'est prise au domicile des employeuse-ur-s. • En Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine, les travailleuses domestiques à temps partiel ou qui ne sont pas logées chez l'employeuse-ur ont été licenciées parce qu'elles sont considérées comme malpropres en raison de leur utilisation des transports publics et de leurs conditions de vie dans des communautés à faibles revenus. Aucune indemnisation ne leur a été accordée. • Les écoles et les garderies étant fermées, les travailleuses domestiques qui ne sont pas logées chez l'employeuse-ur ou qui travaillent à temps partiel ne peuvent pas travailler car elles s'occupent de leurs propres enfants (Mexique, Asie du Sud-Est, Inde). • Les employeuse-ur-s sont à la maison ou sont au chômage et n'ont plus besoin d'une travailleuse domestique à temps partiel. Cela entraîne des licenciements et le manque de revenus quotidiens pour les travailleuses domestiques à temps partiel ayant plusieurs employeuse-ur-s (Hong Kong, Corée du Sud, Malaisie, Cambodge, Mexique, Kenya et Ouganda).
<p>CONFINEMENT TOTAL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse-ur non essentiel-le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le continent américain, en Europe et en Asie ont eu lieu des licenciements massifs sans compensation pour les travailleuses domestiques à temps partiel ou qui habitent chez-elles. Ce phénomène n'a pas encore été constaté en Afrique, sauf en Afrique du Sud. • Les travailleuses logées chez l'employeuse-ur n'ont pas de jour de repos car elles ne peuvent plus quitter le domicile de leur employeuse-ur (Asie du Sud-Est).

TRAVAILLEUSE·EUR·S À DOMICILE

« Nos membres [...] ont peur de n'avoir rien à manger. Elles-ils ont peur des problèmes économiques, bien plus que des problèmes de santé. »

– Entretien avec l'organisation de travailleuse-eur-s à domicile HomeNet Thaïlande.



Rattana Chalermchai travaille avec son mari Mongkol à la maison. Ancienne ouvrière d'usine, Rattana a été licenciée pendant la crise économique de 1997. De nos jours, elle fournit des tongs faites à la main à un complexe hôtelier.
Photo : Paula Bronstein / Getty Images Reportage

ARRÊT DE L'ÉCONOMIE DANS LES GRANDES PUISSANCES ÉCONOMIQUES MONDIALES (c'est-à-dire la Chine, l'Europe et l'Amérique du Nord)

- Le coût des matières premières a augmenté dans toute l'Asie après la fermeture des frontières de la Chine.
- L'Europe a annulé des contrats avec des usines de vêtements au Vietnam, au Bangladesh et au Pakistan, ce qui a entraîné une diminution ou une absence de commandes et de revenus.

FERMETURE DES FRONTIÈRES (c'est-à-dire entre et dans les pays)

- La demande de produits destinés à l'industrie touristique en Asie du Sud-Est et en Europe a diminué.
- Depuis le début de l'année 2020, on observe un déclin du marché de l'exportation des produits artisanaux et faits à la main, car les produits ne peuvent pas être transportés.
- Toutes les foires et expositions internationales ont été annulées, ce qui a provoqué un endettement important chez les travailleuse-eur-s à domicile qui avaient acheté à l'avance des matériaux de production, mais qui ne disposent plus d'un endroit où vendre leurs marchandises (Ouzbékistan).
- De nombreuses coopératives de travailleuse-eur-s à domicile et sociétés de production peuvent cesser d'exister si la situation persiste.

CONFINEMENT PARTIEL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

- Les commandes de travail ont cessé.
- La fermeture des écoles et le chômage des hommes ont accentué les responsabilités des femmes au foyer, ce qui rend difficile d'honorer les commandes.
- La demande d'artisanat traditionnel a diminué en raison de l'annulation de foires commerciales et d'événements culturels au Cambodge et en Europe de l'Est. L'endettement a augmenté car les travailleuse-eur-s se servaient du crédit pour acheter des matériaux.
- En Éthiopie et au Kenya, où il est obligatoire de porter un masque dans les lieux publics, les travailleuse-eur-s à domicile produisent désormais des masques pour le marché local.
- Le Kenya a réduit la TVA, mais aucune autre aide n'est prévue pour aider les petit-e-s productrice-eur-s comme les travailleuse-eur-s à domicile.

CONFINEMENT TOTAL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse-eur non essentiel-le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

- Les travailleuse-eur-s éprouvent des grandes difficultés pour percevoir le paiement de commandes antérieures.
- Les travailleuse-eur-s éprouvent des grandes difficultés pour acheter des matières premières pour la production.
- En Afrique du Sud, les coopératives qui recevaient des commandes mensuelles de la part d'entreprises sociales ont été informées qu'aucun travail ne serait disponible pendant la période de confinement (c'est-à-dire en avril) et que l'entreprise sociale reviendrait aux coopératives en mai.
- Les coopératives de travailleuse-eur-s à domicile enregistrées en Afrique du Sud tentent de s'inscrire sur le portail du ministère du Développement des petites entreprises pour obtenir une aide aux micro, petites et moyennes entreprises (PME). Il n'y a pas encore eu de rapports d'enregistrement réussi ni d'aide reçue.
- Aux Philippines, les gens ne sont pas autorisés à quitter leur domicile pour acheter de la nourriture. Le gouvernement livre de la nourriture. Les travailleuse-eur-s à domicile signalent que la nourriture n'est pas suffisante pour les grands ménages et qu'elle n'est pas fraîche.
- En Inde, elle a entraîné une pénurie alimentaire. Les magasins de rations ont un approvisionnement limité et le confinement ne leur permet pas de se déplacer pour se procurer des aliments. Beaucoup n'ont pas de carte de rationnement, en particulier les travailleuse-eur-s migrant-e-s, et dépendent donc des repas fournis par des organisations caritatives.
- La plupart des travailleuse-eur-s à domicile s'attendent à ne pas avoir de travail pendant au moins les six prochains mois.
- En Ouganda, les clients indiquent qu'il n'y a pas de garantie de commandes pour le reste de l'année car certains parmi eux seront aussi défavorablement touchés par la crise.
- Plusieurs travailleuse-eur-s à domicile sont retourné-e-s à l'agriculture de subsistance sur leurs terres urbaines et dans des villages voisins. Tous les groupes ont souligné l'importance de la production d'aliments tout au long de la pandémie pour garantir la sécurité alimentaire. Cependant, leur rôle dans la sécurité alimentaire n'est pas reconnu ni soutenu par les politiques gouvernementales.
- Les groupes en Ouganda ont du mal à payer le loyer des ateliers et des espaces pour le commerce. Les banques commerciales ont annoncé qu'elles ne recevront aucune nouvelle demande de prêt et les travailleuse-eur-s à domicile s'inquiètent parce qu'elles-ils ne savent pas comment rembourser les prêts existants.

VENDEUSE·EUR·S DE RUE ET COMMERÇANT·E·S DE MARCHÉS

« Quand vous sortez, vous avez aussi des problèmes pour rentrer à la maison. Toutes ces personnes battues par la police étaient des travailleuse·eur·s de l'économie informelle qui se lèvent tôt pour travailler et rentrent dans leur domicile le soir. Les restrictions sur les transports urbains de la ville leur posent d'énormes difficultés ».

– Entretien avec l'organisation de vendeuse·eur·s de produits alimentaires SYGAS, au Sénégal



Vida Ofori, vendeuse de marché, se tient fièrement dans son stand de tomates dans le marché de Makola, Accra, Ghana.
Photo : Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage

FERMETURE DES FRONTIÈRES (c'est-à-dire entre et dans les pays)

- Les commerçant·e·s transfrontalière·er·s ne peuvent pas exercer leurs activités, ce qui entraîne l'absence de ventes et la baisse des revenus.
- À Ahmedabad, en Inde, les marchés en gros et les petites épiceries (kirana) sont en activité, mais les agricultrice·eurs ne peuvent transporter des marchandises ni traverser les frontières des villages/États pour vendre ce qu'elles·ils produisent ; tous les marchés de vendeuse·eur·s de rue, y compris Bhadra Chowk, sont fermés. Si les agricultrice·eurs peuvent vendre aux grand·e·s commerçant·e·s, les commerçant·e·s fixent des prix abusifs en n'offrant qu'une roupie pour le chou qu'on achetait auparavant pour dix roupies.

DISTANCIATION SOCIALE (c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible)

- Il y a une chute des ventes car moins de gens fréquentent les espaces publics.

CONFINEMENT PARTIEL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

- L'accumulation de stocks de la part de la classe moyenne a fait augmenter le prix des intrants tels que le riz et les œufs pour les vendeuse·eur·s de nourriture en Thaïlande.
- Les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marchés qui vendent des produits autres que des aliments ne peuvent plus opérer. En Thaïlande, les marchés de nuit sont actuellement fermés, mais les marchés alimentaires restent ouverts.
- La diminution des ventes et la perte de stocks de denrées périssables ont provoqué une augmentation des dettes (toutes les régions).
- Des expulsions forcées et des violences policières envers des commerçant·e·s de l'informel ont été signalées (Ghana, Liberia, Inde, Sénégal, Afrique du Sud, Zimbabwe).
- Au Sénégal, les personnes qui vendaient de la nourriture faite maison ne peuvent plus le faire faute de demande.
- Les commerçant·e·s sénégalais·e·s peuvent toujours travailler, mais avec beaucoup de contraintes : demande faible, fermeture des marchés en gros – ce qui limite leur capacité à s'approvisionner – et manque d'équipements de protection de la part du gouvernement.

CONFINEMENT TOTAL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentielle·le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

- Les commerçant·e·s de marchés qui vendent des produits frais sont considéré·e·s comme des travailleuse·eur·s essentielle·le·s au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud. Cependant, toutes et tous déclarent que le gouvernement ne leur fournit pas l'équipement de protection nécessaire pour travailler en toute sécurité.
- Au Pérou, certain·e·s dockers de marché sont malades, d'autres ne vont pas travailler par crainte de tomber malades. D'autres encore dorment en dehors du marché, à même le sol, pour éviter de dormir dans des dortoirs surpeuplés ou de rendre leur famille malade. Les commerçant·e·s de marchés qui vendent des aliments cuits ne sont pas autorisé·e·s à travailler au Pérou.
- Les vendeuse·eur·s de rue n'ont nulle part où vendre et ne peuvent pas quitter leur domicile pour se rendre là où se trouvent les gens (Inde, Pérou, Sénégal).
- Les vendeuse·eur·s de produits frais au Ghana peuvent travailler, cependant on ne leur a pas réservé le même traitement qu'aux commerçant·e·s des marchés. Elles·ils n'ont pas été consulté·e·s sur leurs besoins et ne bénéficient pas de stations de lavage des mains ou de désinfectants comme les commerçant·e·s des marchés.
- Au Ghana et au Pérou, les vendeuse·eur·s de denrées alimentaires non fraîches ne peuvent pas travailler et ont temporairement perdu leurs moyens de subsistance. Toutefois, certain·e·s continuent de se rendre au marché car il est difficile pour les autorités de réglementer leur activité.
- Certains marchés en gros sont ouverts à Delhi, en Inde, pendant des heures limitées, mais les marchés naturels sont fermés, ce qui entraîne une perte totale de revenus pour presque toutes et tous les vendeuse·eur·s des marchés et les vendeuse·eur·s de rue.
- La faible demande a conduit à la perte de biens périssables, ce qui a causé une montée des dettes (toutes les régions).
- Les femmes qui fabriquent des vêtements et vendent des perles (c'est-à-dire des vêtements religieux et de l'artisanat) ne peuvent plus produire ou vendre leurs marchandises car ces marchés sont fermés en Afrique du Sud. Comme elles ne peuvent pas vendre, elles ne peuvent pas non plus acheter les matériaux dont elles ont besoin pour leur production.
- Les vendeuse·eur·s qui offrent leurs produits dans les transports publics ne peuvent plus vendre leurs marchandises (Chili).
- Les expulsions forcées et la violence policière à l'encontre des commerçant·e·s de l'économie informelle ont entraîné la perte temporaire ou permanente d'espaces commerciaux (Ghana, Kenya, Inde, Afrique du Sud, Zimbabwe).
- La police a confisqué et détruit les produits des agricultrice·eurs lorsque ces dernière·er·s tentaient de les amener au marché (Zimbabwe).

RÉCUPÉRATRICE·EUR·S DE MATÉRIAUX

« Les femmes amènent leurs enfants au travail car il n'y a pas de cours à l'école. Elles les mettent dans leurs chariots, parce qu'elles doivent travailler ».

– Entretien avec des récupératrice·eur·s de matériaux à Mexico



ARRÊT DE L'ÉCONOMIE DANS LES GRANDES PUISSANCES ÉCONOMIQUES MONDIALES (c'est-à-dire la Chine, l'Europe et l'Amérique du Nord)

- Les récupératrice·eur·s en Colombie notent que, à l'heure actuelle, les prix du métal et du verre ont diminué pendant que le prix du papier se maintient stable. Certains maillons des chaînes de valeur sont rompus du fait que les grandes industries sont fermées (aux niveaux national et international).

FERMETURE DES FRONTIÈRES (c'est-à-dire entre et dans les pays)

- Les entrepôts de collecte ont fermé, ce qui a fait baisser les prix, en raison de la fermeture des frontières, car personne n'achète à l'étranger.

QUARANTAINE

- En Inde, les municipalités n'ont pas identifié les ménages qui sont en quarantaine (à cause d'une maladie potentielle), les récupératrice·eur·s ne peuvent donc savoir si les déchets sont dangereux.

DISTANCIATION SOCIALE (c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible)

- Les récupératrice·eur·s qui habitent dans des communautés isolées en Afrique du Sud ont déjà constaté une baisse de leurs revenus car les intermédiaires ne veulent plus acheter de produits recyclables.
- Comme le virus peut vivre sur certains matériaux pour une durée de jusqu'à quelques jours, le marché des produits recyclables s'est effondré. Les intermédiaires refusent d'acheter davantage de produits recyclables en raison de la suspension de leurs opérations, ce qui a un impact sur les coopératives et sur les collectrice·eur·s de rue (Afrique du Sud, Brésil).
- Les coopératives des récupératrice·eur·s se ferment dans tout le Brésil, car les récupératrice·eur·s ne sont pas autorisé·e·s à collecter des matériaux recyclables et il n'y aura pas de nouveaux matériaux qui arriveront aux coopératives.
- Les récupératrice·eur·s travaillent dans des espaces exigus dans les entrepôts de recyclage et doivent également charger des matériaux lourds, ce qui exige un travail d'équipe.
- Le manque d'équipements de protection est une question cruciale dans toutes les régions.
- En Colombie, les entreprises privées refusent de payer la taxe de recyclage qui revient aux récupératrice·eur·s.
- Au Mexique, les déchets ménagers ont diminué et pas tous les ménages ne séparent les déchets sanitaires comme il est recommandé.

CONFINEMENT PARTIEL (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

- Les sites d'enfouissement sont fermés, donc il n'y a pas d'accès aux produits recyclables.
- À Belo Horizonte, les récupératrice·eur·s craignent que le mois d'avril ne leur soit pas payé car il ne sera pas travaillé.
- Les coopératives de récupératrice·eur·s redoutent la démobilité des systèmes de collecte sélective des déchets car les citoyen·ne·s perdront l'habitude de recycler.
- Les récupératrice·eur·s se préoccupent du fait que les municipalités s'intéresseront davantage aux questions de sécurité et révoqueront leurs contrats après la COVID-19, et qu'elles opteront pour la mise en œuvre de technologies de valorisation énergétique des déchets ou pour des méthodes d'incinération.
- Pour les raisons évoquées ci-dessus, les récupératrice·eur·s craignent d'avoir moins de matériaux à recycler après la crise de la COVID-19.
- En Colombie, les récupératrice·eur·s restent dans les rues sans équipement de protection pour conserver l'accès aux matériaux recyclables alors que les entreprises privées poursuivent la collecte des déchets.
- Au Sénégal, les récupératrice·eur·s sont harcelé·e·s par les autorités sur les décharges, les empêchant de travailler.
- Les écoles sont fermées et les récupératrices ont fait part de leurs difficultés concernant la garde des enfants et le travail avec leurs enfants en dehors de l'école.

Carmenza Mora est une récupératrice de Bogota, Colombie, et membre de l'Association de récupératrice·eur·s de Bogota (Asociación de Recicladores de Bogotá, ARB).
Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage

RÉCUPÉRATRICE·EUR·S DE MATÉRIAUX (continuation)

CONFINEMENT TOTAL
(c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentiel·le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

- Les récupérateur·rice·s craignent de perdre des gains importants obtenus par la reconnaissance des municipalités à leurs activités et des contrats en raison de leur incapacité à travailler pendant cette période. Il y a une crainte croissante que des contrats soient accordés à des entreprises privées de collecte de déchets après la crise (Afrique du Sud, Colombie, Brésil).
- Au Ghana, les travailleuse·eur·s de l'assainissement sont qualifiés d'essentiel·le·s et sont exempté·e·s de cette interdiction, mais les récupérateur·rice·s se trouvent dans une zone grise. De petits groupes peuvent travailler parce qu'ils vivent sur ou à proximité des décharges d'Accra. La majorité de ces travailleuse·eur·s sont à la maison par crainte de tomber malade ou parce qu'ils ne pensent pas pouvoir passer les contrôles de sécurité.
- Les personnes qui continuent de travailler n'ont pas de marché pour leurs produits – les acheteuse·eur·s sont parti·e·s, ce qui entraîne une perte totale de revenus – (Ghana, Pérou, Inde). Au Ghana, on stocke des marchandises pour le moment où le confinement prendra fin.
- En Argentine, les récupérateur·rice·s sont considéré·e·s comme des travailleuse·eur·s essentiel·le·s et reçoivent une subvention de la part du gouvernement pour appuyer leur travail. Bon nombre d'entre elles·eux ont arrêté ou réduit leur travail pour se consacrer aux soupes populaires. Les grandes entreprises ont demandé aux récupérateur·rice·s de renforcer la collecte de carton à cause de la pénurie locale.

AUTRES TRAVAILLEUSE·EUR·S DANS L'ESPACE PUBLIC

« L'impact économique est élevé faute de travail, pour nous en sortir tous les jours nous devons travailler »

– Entretien avec un cireur de chaussures à Mexico



CONFINEMENT PARTIEL
(c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

- À Mexico, les cireuse·eur·s de chaussures peuvent continuer de travailler, mais il y a une chute brutale de la demande et leurs revenus ont été considérablement réduits.
- Beaucoup ne travaillent pas, faute de parvenir à gagner en une journée ce que coûterait le transport pour se rendre au travail ; d'autres se lancent dans de nouvelles activités.

CONFINEMENT TOTAL
(c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentiel·le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

- À Lima, les vendeuse·eur·s de journaux péruvien·ne·s ont été désigné·e·s comme travailleuse·eur·s essentiel·le·s. Ces dernière·er·s continuent de travailler mais n'ont pas obtenu de protection adéquate de la part des maisons d'édition pour lesquelles elles·ils distribuent les journaux (certaines ont fourni des gants et des masques, pas toutes)
- Les déplacements sont difficiles : les horaires de métro sont limités et les travailleuse·eur·s doivent parcourir de longues distances pour se rendre au travail.
- Leurs coûts augmentent en raison du transport, de la nécessité d'acheter des équipements de protection, pendant que leurs revenus diminuent parce que la demande est plus faible qu'auparavant.
- La plupart des vendeuse·eur·s de journaux sont des personnes âgées, et certaines choisissent de rester à la maison pour protéger leur santé.

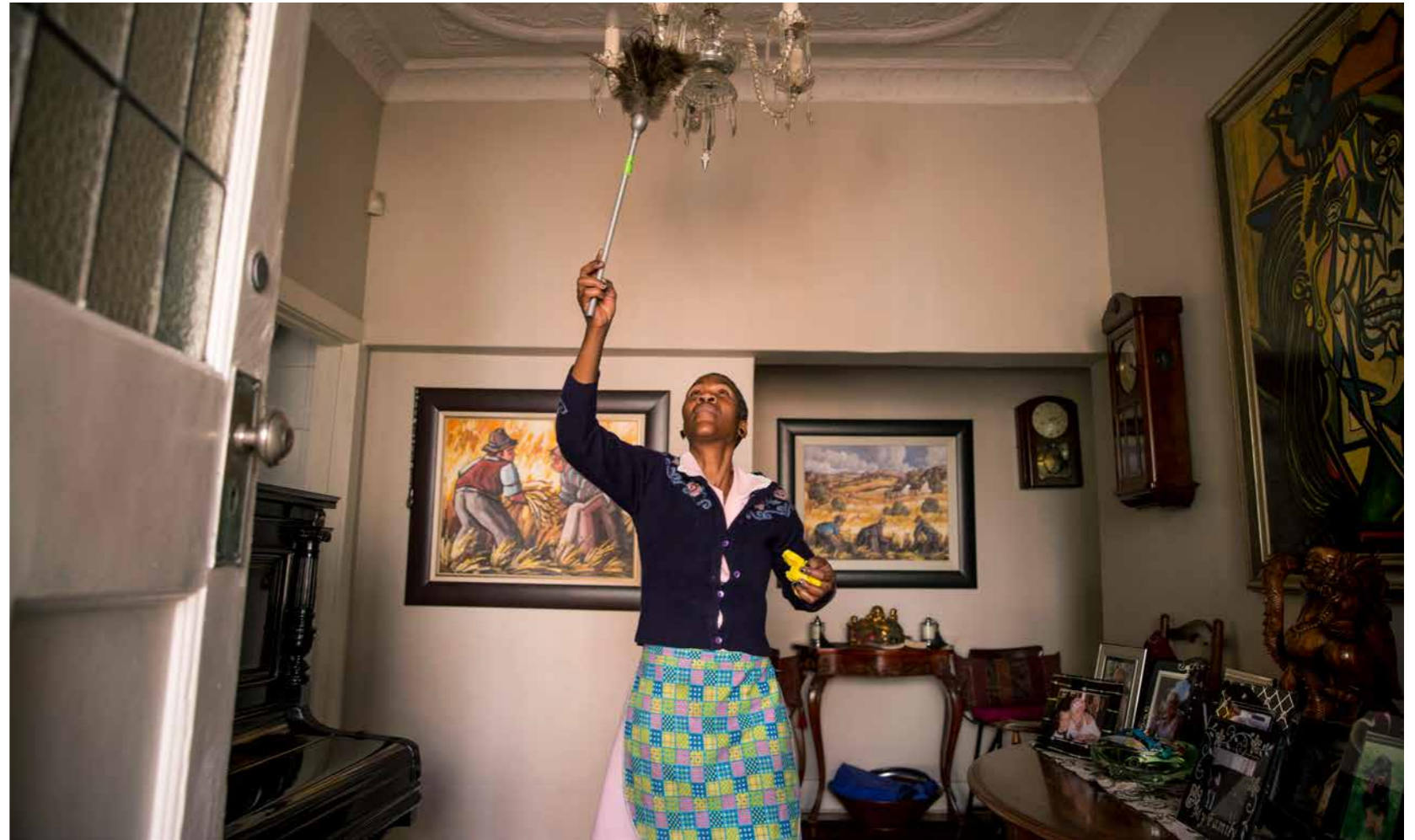
À la Ville de Mexico, Mexique, les cireuse·eur·s de chaussures peuvent continuer à travailler mais il y a eu une forte baisse de la demande, leurs revenus ont donc diminué énormément. Photo : Jane Barrett

Possible perte permanente de revenus pour les femmes et les personnes travailleuses âgées

LES RÉPONSES recueillies lors de l'évaluation rapide attirent l'attention sur les vulnérabilités particulières des femmes et des travailleuse-eur-s âgé-e-s de l'informel. Ces deux groupes sont susceptibles de subir des retards dans leur retour au travail et dans l'obtention de revenus une fois les mesures de confinement assouplies. Les travailleuses de l'informel sont également les premières à s'occuper des soins dans leurs foyers ; elles assument une part inégale du travail de soins non rémunéré. En raison des fermetures d'écoles et de l'aggravation de la crise sanitaire, les femmes passeront plus de temps que les hommes à s'occuper des enfants, des malades et des personnes âgées dans leur foyer. Les femmes âgées, qui aidaient en fournissant des soins avant la crise, pourraient cesser de le faire à cause des risques plus élevés qu'elles courent pour leur santé. Par conséquent, même si les mesures de confinement s'atténuent, les travailleuses de l'informel pourraient ne pas retourner au travail rémunéré ou bien devront chercher un travail plus flexible – et encore plus vulnérable – dans l'économie informelle. Cette situation aggravera les inégalités entre les sexes sur le marché du travail, à moins que les plans de relance économique prévoient des dispositions spécifiques pour accroître les investissements dans les services de soins publics et soutenir les moyens de subsistance des travailleuses de l'informel.

Les personnes travailleuses âgées expriment leur réticence à retourner au travail en raison des risques sanitaires plus élevés qu'elles courent pendant la pandémie. La propagation du coronavirus expose les vulnérabilités existantes pour les femmes et les personnes travailleuses âgées de l'informel et fait appel à des systèmes de protection sociale universels qui reconnaissent ces risques systémiques. Une pension sociale peut permettre aux travailleuse-eur-s de rester en sécurité à la maison et de réduire la pression sur le système de santé publique. L'accès universel aux transferts d'argent et à des services de qualité, y compris les soins de santé et la garde d'enfants, peut contribuer à remédier à ces inégalités croisées fondées sur la classe sociale, le genre et l'âge.

Lisez [Trois manières de contenir l'impact de la COVID-19 dans les femmes travailleuses de l'informel](#) publié dans le blog d'ONU Femmes (en anglais).



Dorothy Khosona, travailleuse domestique, a travaillé pour son employeur depuis neuf ans dans un quartier aisé de Johannesburg en nettoyant et en faisant la lessive. Elle est d'accord avec son régime de travail, mais signale que le coût de la vie est élevé par rapport à son salaire, est qu'elle doit consacrer une bonne partie de ses revenus à payer le loyer d'un petit appartement tout près de son lieu de travail. Photo : Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage

Implications politiques

« SI LES mécanismes de protection [transferts d'argent liquide] qui sont actuellement mis en place sont essentiels en cette période de crise immédiate, il est indispensable qu'une réflexion à plus long terme sur la manière dont les revenus de l'économie informelle puissent se rétablir et une réflexion plus large sur la manière dont la sécurité des revenus peut être assurée fassent partie de la réponse politique », soutiennent Laura Alfery, Rachel Moussié et Jenna Harvey, auteures de l'évaluation rapide de l'équipe de WIEGO, sur un blog de l'OCDE consacré aux questions de développement.

Leur analyse a examiné les implications politiques :

Les réponses à la sécurisation des revenus doivent comprendre l'inclusion à long terme dans les systèmes de protection sociale, tout en soutenant, en même temps, le rétablissement de moyens de subsistance adaptés aux besoins des différents groupes de travailleuse-eur-s de l'informel, et en assurant l'inclusion des plus vulnérables. Cela exigera une collaboration créative entre les gouvernements et les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel. Pour finir, le principe « Ne pas nuire aux travailleuse-eur-s » doit s'étendre aux moyens de subsistance de l'informel. Il est essentiel à l'heure actuelle que les gouvernements n'utilisent pas la crise sanitaire comme excuse pour menacer les acquis politiques, les relations, les contrats, les structures et les infrastructures que les travailleuse-eur-s de l'informel ont construits au fil des années pour mieux assurer leurs revenus.

Lisez [La crise de la COVID-19 : le soutien au revenu des travailleuse-eur-s de l'informel est possible et nécessaire](#) publié dans *Development Matters*.

Pour plus d'informations sur la manière dont la pandémie continue d'affecter les secteurs spécifiques de l'économie informelle, visitez [la section spéciale de WIEGO sur la COVID-19 sur notre site web](#).



Bhavna Ben Ramesh coud des sacs faits à la main dans son foyer à Ahmedabad, Inde. Les revenus de son travail sont essentiels pour sa famille, malgré le fait que le rôle des travailleuses à domicile n'est pas souvent reconnu.

Photo : Paula Bronstein / Getty Images Reportage

Podcast de WIEGO sur l'économie informelle – Épisodes spéciaux sur la pandémie

[Le podcast de WIEGO sur la protection sociale](#) a exploré les impacts de cette crise sanitaire, économique et sociale sans précédent sur les travailleuse-eur-s de l'informel.

ÉPISODE #13 : En avril, la coordinatrice internationale de WIEGO, Sally Roever, a parlé des réponses politiques et des défis que les gouvernements devront affronter afin de protéger la santé et les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s de l'informel. Sally analyse les réponses immédiates, y compris les subventions d'urgence en espèces et autres stratégies, ainsi que les défis qui se présentent devant les gouvernements et les travailleuse-eur-s. Elle explique également comment les différents groupes de travailleuse-eur-s de l'informel sont touchés de manière très différente par la crise.

[Écoutez](#) (en anglais uniquement) :



ÉPISODE #14 : En mai, le podcast s'est plongé dans l'impact concret sur la vie et les moyens d'existence des travailleuse-eur-s de l'informel avec de brèves mises à jour des membres de l'équipe de WIEGO et des leaders des travailleuse-eur-s de l'informel dans neuf villes d'Afrique (Accra, Dakar et Johannesburg), d'Asie (Delhi), d'Amérique latine (Belo Horizonte, Bogota, Buenos Aires et Mexico) et d'Amérique du Nord (Portland, Oregon, USA). Elles et ils décrivent comment le confinement affecte les vies et les moyens de subsistance, et comment les organisations de travailleuse-eur-s soutiennent leurs membres et agissent pour pousser les gouvernements à les soutenir aussi.

[Écoutez](#) (en anglais uniquement) :



ÉPISODE #15 : Valentina Barca, consultante indépendante spécialisée dans les systèmes de prestation de protection sociale, explore la manière dont les gouvernements réagissent à la crise pour répondre aux besoins des travailleuse-eur-s de l'informel. Elle aborde les défis auxquels les gouvernements ont été confrontés pour atteindre les travailleuse-eur-s de l'informel et les leçons que nous pouvons tirer des politiques mises en œuvre. Le podcast analyse les questions liées au ciblage des travailleuse-eur-s de l'informel, les modèles de réponse des gouvernements, les problèmes émergents concernant la mise en œuvre des mesures et les raisons pour lesquelles certains pays réagissent plus rapidement et plus efficacement que d'autres.

[Écoutez](#) (en anglais uniquement) :



Risques sanitaires et réponses

Carmenza Mora est une récupératrice de Bogota, Colombie et membre de l'Association de récupératrice-eur-s de Bogota (Asociación de Recicladores de Bogotá, ARB).

Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage



Résumé

LES travailleuse-eur-s de l'informel sont confronté-e-s à plus que de sévères conséquences économiques dans cette crise : les risques pour leur santé sont également importants. La prévention est la meilleure stratégie pour les personnes qui n'ont pas d'accès aux soins de santé. Mais pour les travailleuse-eur-s qui dépendent de leurs revenus quotidiens pour survivre – qu'ils soient indépendant-e-s, salarié-e-s, journalière-er-s occasionnel-le-s ou entrepreneuse-eur-s dépendant-e-s – ne pas travailler n'est pas une option. Ces personnes travailleuses doivent donc choisir entre rester à la maison et tomber dans l'extrême pauvreté, ou risquer l'infection pour gagner leur vie.

De nombreuse-eux travailleuse-eur-s de l'informel vivent dans des communautés urbaines marginalisées où la distanciation sociale est difficile et où l'accès à l'eau et à l'assainissement est inadéquat. À cause de ces facteurs, il leur est plus difficile de réduire le risque de contracter la COVID-19. Cependant, les personnes travailleuses de l'informel sont également vulnérables à contracter la COVID-19 en raison de la nature du travail qu'elles effectuent. Par exemple :

- **Les travailleuses domestiques** qui continuent à travailler au domicile de leur employeuse-eur courent un risque élevé de contracter le virus par contact interpersonnel, surtout si elles s'occupent d'une personne malade et d'enfants.
- **Les travailleuse-eur-s à domicile** vivent souvent dans des communautés urbaines marginalisées, avec un accès limité à l'eau et à l'assainissement, et peuvent trouver impossible de maintenir la distanciation sociale. L'isolement peut également aggraver les problèmes de santé mentale ainsi que l'exposition à la violence domestique.
- **Les vendeuse-eur-s de rue et les commerçant-e-s de marchés** travaillent dans des espaces publics avec un accès limité à l'eau, aux installations sanitaires et aux équipements de nettoyage et sont en contact quotidien avec un grand nombre de personnes.

- **Les récupératrice-eur-s de matériaux** collectent les déchets ménagers non triés ; si les ménages sont infectés, le virus peut potentiellement vivre à la surface des déchets pendant plusieurs jours.

Toutes les personnes interrogées ont souligné le manque d'accès à des soins de santé de qualité parmi les travailleuse-eur-s de l'informel et les difficultés d'accès aux services de dépistage. Plusieurs travailleuse-eur-s de l'informel n'avaient pas suffisamment d'informations sur le virus et sur les lieux où il était possible de se faire dépister en cas d'apparition de symptômes.



Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage

Les organisations de base apportent un soutien crucial aux travailleuse·eur·s de l'informel pendant la pandémie

FACE à ces risques, de nombreuses organisations de travailleuse-eur-s se sont mobilisées pour soutenir leurs membres. Cela a inclus :

- **Fournir des conseils de santé :** mener des campagnes de santé communautaire et organiser des séances de sensibilisation avec des professionnel-le-s de la santé.
- **Aider les travailleuse-eur-s à accéder aux protections :** distribution de points d'eau, de savon et de masques. Certaines organisations de base travaillent avec des travailleuse-eur-s à domicile pour produire des équipements de protection individuelle (EPI) pour les travailleuse-eur-s essentiel-le-s et les membres de leur communauté.
- **Fournir du soutien en matière de santé mentale :** mettre en place des réseaux de communication au sein des organisations de base pour assurer le suivi des membres et fournir de soutien là où il est nécessaire.
- **Partage d'informations :** Les organisations de travailleuse-eur-s ont mis en place de vastes réseaux sur WhatsApp pour partager des informations sur les stratégies de prévention, les soins de santé naturels et les endroits où acquérir des équipements de protection.



Directives sanitaires pour les récupérateurs de matériaux, les travailleurs domestiques et les vendeurs de rue

LES DIRECTIVES sanitaires pour la COVID-19 élaborées originalement par les organisations internationales n'étaient pas bien adaptées aux contextes à faible revenu. Par exemple, la plupart d'entre elles ne tenaient pas compte de la difficulté que posent la distanciation ou l'isolement social et le manque d'accès à l'eau courante dans les établissements informels. En outre, elles ne tenaient souvent pas compte des niveaux d'alphabétisation et des langues locales. Dans les cas où des directives en matière de santé et d'hygiène relatives aux lieux de travail avaient été élaborées, elles étaient presque entièrement axées sur les lieux de travail du formel.

Pour combler cette lacune, WIEGO a entamé une collaboration avec des professionnels de la santé publique et des organisations de travailleurs au Brésil et en Afrique du Sud afin d'élaborer des directives sanitaires et d'hygiène spécifiques au secteur pour les **récupérateurs de matériaux** et les **vendeurs de rue** – des groupes de travailleurs qui avaient, dans certains endroits, étaient désignés comme travailleurs essentiels –. WIEGO a également travaillé avec l'Association internationale des travailleuses domestiques pour développer des directives pour les **travailleuses domestiques et leurs employeurs**.

Ces directives ont été spécifiquement conçues pour être partagées sur papier et sous forme électronique, avec des versions compatibles avec WhatsApp qui sont également disponibles et traduites dans de nombreuses langues.

LA ENFERMEDAD POR CORONAVIRUS Y LAS RECIKLADORAS Y LOS RECIKLADORES: DISMINUYENDO LOS RIESGOS

24 de mayo de 2020

El Proyecto Cuidar de WIEGO se enfoca en comprender los riesgos de salud que los recicladoras y los recicladores enfrentan en su lugar de trabajo. Dado que las personas recicladoras comen un mayor riesgo por el brote de COVID-19, para ayudarlos el Proyecto Cuidar se ha asociado con personas expertas en epidemiología y medicina laboral de la Universidad de Brasília y de la Fundación de Salud de Minas Gerais para ofrecer recomendaciones de salud para las personas recicladoras.

Por favor siempre respete las disposiciones de salud pública local y el cierre completo.

Supervivencia del coronavirus en superficies*

Alcance: 2-8 horas
Alcance: 48 horas
Alcance: 72 horas
Alcance: 4-6 días
Alcance: 5-6 días
Alcance: 4-6 días

Recomendaciones para evitar la propagación del coronavirus entre personas recicladoras*

Prepara las áreas de trabajo:	Para las trabajadoras y los trabajadores:	Consejos para tener las manos limpias:
<ul style="list-style-type: none"> Suministrar jabón y agua para que las trabajadoras y los trabajadores puedan lavarse las manos frecuentemente. Limpieza frecuente con alcohol de 70% o hipoclorito de 1% los lugares que se emplean a menudo, como los equipos de seguridad personal, pasamanos, mesas, bancos, pedales, y cicles y aparatos en vehículos y cafeterías. Informar a las personas trabajadoras que los materiales reciclados y separados pueden estar contaminados. Estudios recientes demuestran que el virus puede sobrevivir hasta dos días en materiales como el aluminio y el papel. Por tanto, estos materiales deben ser tratados como si hubieran sido contaminados. Asegurar que los espacios laborales estén bien ventilados. 	<ul style="list-style-type: none"> No saludar a las personas con un apretón de manos, un abrazo o un beso. Tratar de mantener una distancia de por lo menos un metro de las demás personas. Cubrirse su cara con la parte interior del codo al toser o estornudar. Utilizar mascarilla, y cambiarla con frecuencia en el transcurso del día. Nunca tocar la parte delantera de la mascarilla, y lavarse las manos antes y después de tocar las mascarillas. No compartir objetos personales con otras personas. Nunca tocar la cara con la mano o el guante. Evitar guardar guantes en una bolsa o en los bolsillos. Atender el cabello para evitar que se contamine la cara. 	<ul style="list-style-type: none"> Lavar las manos con jabón durante por lo menos 20 segundos. Se deben limpiar todas las partes de las manos y puños. Lavar las manos con jabón durante por lo menos 20 segundos. Se deben limpiar todas las partes de las manos y puños. Lavar las manos con jabón durante por lo menos 20 segundos. Se deben limpiar todas las partes de las manos y puños. Lavar las manos con jabón durante por lo menos 20 segundos. Se deben limpiar todas las partes de las manos y puños.

SÍNTOMAS

- FIEBRE
- TOS
- DOLOR DE GARGANTA Y DE CABEZAS
- DIFICULTAD PARA RESPIRAR

¿Cuándo tiene que buscar ayuda?

Si desarrolla síntomas como fiebre, tos y dificultad para respirar. Si las directrices de las autoridades locales.

Asísciese con aliados afeos, o pida a líderes y funcionarios del gobierno que proporcionen condiciones básicas de seguridad como surtidores de agua, jabón, equipo de protección, etc.

En algunos países están ofreciendo subsidios sociales para compensar por la pérdida de sustento. Contacte a sus aliados y pida apoyo.

Support:

UNB: PROGRAMA DE PESQUISA EM SAÚDE PÚBLICA E TECNOLÓGICA EM SAÚDE
FAPESP
WIEGO
ATILIP
Waste Workers Occupational Safety & Health (WVOSH)

* Estas recomendaciones provienen de "Recomendaciones para la prevención de la enfermedad por coronavirus COVID-19 entre los trabajadores y trabajadores del sector de los residuos sólidos" (Recomendaciones para la prevención de la enfermedad por coronavirus COVID-19 among workers employed in the waste formal employment sector). Alameda Ciudad de Recicladores, "Técnicas básicas de higiene personal y recomendaciones de comportamiento de las personas recicladoras" (Basic personal hygiene techniques and behavioral recommendations for waste recyclers). WIEGO, 2020. En español. Disponible en: <https://www.wiego.org/publicaciones>.
Kumar G, Smith P, Phanish S, Srinivasan E. "Determinants of contamination on household surfaces and their transmission with household agents." (Determinants of contamination on household surfaces and their transmission with household agents). *Journal of Environmental Health*. 2019; 137(3):214-215. doi: 10.1080/10807039.2019.1620222.
Temag en español. Estas recomendaciones se basan en el sitio web de la OMS sobre COVID-19 y la relación de los síntomas de los miembros de las familias en Brasil. Qué tiempo que esperar estas recomendaciones en función de los síntomas de la enfermedad.

Para obtener más información sobre el Proyecto Cuidar de WIEGO visite www.wiego.org/brasil-proyecto o contacte con: cuidar@wiego.org.

Directives sanitaires sur la COVID-19 pour les commerçants de l'informel

La maladie COVID-19 est hautement contagieuse. Le virus se propage par contact avec des personnes qui font déjà – même celles qui ne présentent pas de symptômes – ou en touchant des surfaces contaminées, et en se touchant ensuite les yeux, la bouche ou le nez. Le coronavirus se colle aux surfaces – plastique, carton, métal, bois et argent. Il peut survivre jusqu'à cinq jours.

Les recherches montrent que dans l'ensemble des pays du Sud, les opératrices et de l'informel sont indispensables à la sécurité alimentaire des ménages à faibles revenus. Plusieurs pays l'ont reconnu et ont déclaré que les commerçants-e de denrées alimentaires de l'informel étaient des prestataires de services essentiels.

Dans la mesure où des directives de sécurité sont respectées, les commerçants-e de l'informel peuvent travailler en toute sécurité, comme les supermarchés.

SI VOUS FOURNISSEZ DES SERVICES ESSENTIELS:

Les symptômes les plus fréquents de la COVID-19 sont :

- Toux
- Fièvre
- Mal de gorge
- Difficultés respiratoires

RESTEZ À LA MAISON:

Les médecins conseillent de rester à la maison si cela est possible. C'est pourquoi il est crucial que le gouvernement apporte un soutien direct au revenu de toutes et tous les travailleuses-e de l'informel.

- Les personnes âgées sont particulièrement à risque et elles contractent le virus. Si vous êtes âgées ou si vous vivez avec des personnes âgées plus de 60 ans, vous devez rester à la maison.
- Si vous ne vous sentez pas bien et que vous avez une maladie préexistante, ou si vous avez plus de 60 ans, vous devriez demander à quelqu'un d'autre de gérer votre activité commerciale à votre place pendant l'épidémie de COVID-19.

10 Commandements pour les commerçants de l'informel:

- Lavez-vous souvent les mains avec de l'eau et du savon:**
 - Lavez-vous les mains pendant au moins 20 secondes.
 - Nécessitez toutes les parties de vos mains et de vos poings, en vous lavant entre les doigts et le bout des doigts et à mi-hauteur des avant-bras.
 - Lavez-vous les mains avant de commencer votre journée de travail, tout au long de la journée, et surtout avant de manger.
 - Lavez-vous les mains après avoir touché ou étiré.
 - Lavez-vous les mains après avoir touché tout objet que d'autres personnes touchent régulièrement.
 - Lavez-vous les mains dès que vous rentrez chez vous.
- Évitez de vous toucher le visage, en particulier les yeux, la bouche et le nez.** Lorsque vous tousser ou éternuer, couvrez votre visage avec la face intérieure de votre coude.
- Portez un masque en tissu qui couvre votre bouche et votre nez.** Évitez de toucher le masque. Lavez et replacez après utilisation. Avec quelques masques pour en avoir toujours un propre à porter. Encouragez les clients-e à porter également des masques.
- Évitez de toucher les gens. Ne sautez pas les gens en les touchant.** Tenez-vous à deux mètres des personnes. Si cela est impossible, tenez-vous au moins à la distance de la longueur d'un bras.
- Les commerçants-e de rue et de marché doivent travailler à deux mètres l'un-e de l'autre, en faisant la queue le long des étals ou devant les magasins.** Tracez des lignes sur le sol et un moyen simple de faire savoir aux gens comment ils doivent faire la queue et à quelle distance ils doivent rester de vous et de votre étal/magasin.
- Les clients-e doivent garder une distance de deux mètres entre elle-eux, en attendant de faire la queue.**
- Donner la priorité aux clients-e à haut risque** tels que les retraités-e, les personnes handicapées et les femmes enceintes en leur accordant la préférence dans les files d'attente.
- Demandez aux clients-e de ne pas toucher les produits (dans la mesure du possible).**

Comment fabriquer votre propre désinfectant:

Si vous avez des gants, vous pouvez faire votre propre désinfectant en mélangeant efficacement 1 tasse d'eau de Javel avec 1 tasse d'eau.

Comment construire une station de lavage:

Si vous avez un espace extérieur, vous pouvez construire une station de lavage à l'eau de Javel. Placez une bouteille avec de l'eau de Javel et une bouteille avec de l'eau. Placez une bouteille avec de l'eau de Javel et une bouteille avec de l'eau.

Nettoyez toutes les surfaces qui sont touchées fréquemment, y compris l'écran de votre portable, mais évitez de nettoyer les surfaces de votre visage.

Commerçants-e de rue et de marché: Nettoyez vos tables et vos produits avec du désinfectant.

Propriétaires et employés-e de magasins d'articles ménagers: Essayez les surfaces telles que les comptoirs, les caisses et les poignées avec du désinfectant. Si possible, prévoyez un désinfectant pour les clients-e qui entrent et sortent.

Amélioration constante de l'efficacité de la gestion:

Si vous utilisez des gants, assurez-vous que les gants sont propres et secs. Si vous ne pouvez pas les laver, changez-les souvent. Les gants usés doivent être jetés comme ils le sont. Si vous ne pouvez pas les laver, changez-les souvent. Les gants usés doivent être jetés comme ils le sont.

Évitez de manipuler de l'argent liquide. Encouragez les clients-e à déposer l'argent liquide dans une boîte ou un pot. Les personnes peuvent avoir des poignées de main avec des pièces de monnaie. Encouragez les clients-e à déposer l'argent liquide dans une boîte ou un pot.

Les sacs en plastique recyclés peuvent transporter le virus. Si les clients-e utilisent leurs propres sacs, évitez de les toucher. Si vous fournissez des sacs en plastique, évitez les sacs recyclés.

SOUVENEZ-VOUS : Si vous ou un membre de votre famille présente des symptômes, veuillez suivre les avis de santé publique locaux

Domestic Workers & Employers: Fighting COVID-19 Together

Negotiate with your employer on what's safe. You should continue to be paid if you are not allowed to work. If you are working, determine with your employer what your priority tasks are and use your time to do essential household cleaning and other domestic work that is required for COVID-19 prevention.

Common household cleaning:

- When cleaning toilet, shower, bathtub, sink, and floor, use 1% bleach solution.
- On all regular tasks, use a 1% bleach solution 15-20 minutes to 30 minutes.
- Use 10% bleach solution on high-touch surfaces, like door handles, light switches, and tables.
- Use a 70% alcohol solution.

Wear gloves to protect yourself. Wash your hands with soap and water after touching surfaces and after using gloves. Disposable gloves should be used only once and discarded after each use.

In bathrooms, cover the toilet seat surface, the shower pan, and the bathtub floor and walls with disinfectant after each use.

Keep all food on surfaces covered. Use a clean cloth to cover the surface of the table, counter, and other surfaces. Wash the cloth after each use.

Ensure good ventilation with open windows and doors.

For further information about COVID-19, visit www.wiego.org

Domestic Workers & Employers: Fighting COVID-19 Together

When someone in the household is quarantined or sick:

- The employer should provide gloves, masks and other protective equipment for the person being quarantined or sick.
- Use 1% bleach solution to disinfect common areas.
- Use 10% bleach solution to disinfect high-touch surfaces.
- Wash a mask during your cleaning and use only for one person.
- Household areas should be cleaned and disinfected in a timely manner.
- Wash your hands after touching and use only for one person.
- When you are working, wear gloves handling dirty clothes.

For further information about COVID-19, visit www.wiego.org

Domestic Workers & Employers: Fighting COVID-19 Together

Washing hands with soap and water is best. If you are washing, use an alcohol-based (70%) hand sanitizer.

Always wash your hands:

- After being in a public place or using public transport.
- After coughing or sneezing.
- After touching household and personal items.
- Before and after preparing food.
- After providing personal care to elderly or sick.

For further information about COVID-19, visit www.wiego.org

Quelques exemples des directives de WIEGO spécifiques par secteur

Blog de WIEGO sur les travailleuse·eur·s essentiel·le·s en situation de risque

Les travailleuse·eur·s de l'informel sur le front de la COVID-19 : Fournir des services essentiels sans protection ni rémunération adéquates

Le 7 avril 2020

Par Jenna Harvey, en collaboration avec l'équipe de Villes Focales

ALORS que les villes du monde entier ferment leurs portes pour arrêter la propagation de la COVID-19, les gouvernements nécessitent qu'un ensemble de travailleuse·eur·s essentiel·le·s continuent à se déplacer et à travailler : pour nourrir et informer la population, pour s'occuper des malades et des personnes vulnérables et pour maintenir les villes propres et sûres, entre autres services indispensables.

Dans les pays du Sud, beaucoup de ces travailleuse·eur·s – comme les vendeuse·eur·s de rue et de marchés, les vendeuse·eur·s de journaux, les récupérateur·rice·ur·s de matériaux et les travailleuses domestiques – opèrent dans l'économie informelle. Leurs conditions économiques et de travail étaient déjà précaires avant la crise. Aujourd'hui, sans protection juridique ni sociale, elles-ils travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille et pour garantir l'accès à la nourriture et aux services fondamentaux dont leurs communautés ont besoin pour survivre – tout en prenant de grands risques personnels –.

Juana Corman Peréz tri et compille des journaux dans la rue à l'aube.

Photo : Juan Arredondo / Getty Images Reportage



D'expulsé·e-s à essentiel·le-s du jour au lendemain

Même si plusieurs travailleuse·eur·s de l'informel sont aujourd'hui considéré·e-s comme des « travailleuse·eur·s essentiel·le-s », cela n'a pas toujours été le cas. Avant la crise, **le harcèlement permanent infligé par les autorités**, la diffamation dans les médias et la discrimination de la part du grand public étaient monnaie courante. Leurs organisations n'étaient souvent pas reconnues comme des parties prenantes de la gouvernance urbaine et n'étaient pas consultées sur les décisions ayant un impact sur leurs moyens de subsistance.

En d'autres termes, ces travailleuse·eur·s ont été traité·e-s comme tout sauf essentiel·le-s – malgré leurs contributions cruciales aux systèmes urbains d'alimentation, de soins et d'assainissement –.

Cependant, l'urgence économique et de santé publique de la COVID-19 a provoqué un changement : il y a une reconnaissance accrue, de la part des responsables des politiques et de l'ensemble de la population du fait que sans ces travailleuse·eur·s essentiel·le-s, les systèmes urbains pourraient complètement s'effondrer. En conséquence, de nombreuses villes ont pris des dispositions exceptionnelles pour certain·e-s travailleuse·eur·s de l'informel lors des mesures d'isolement social obligatoire.

Lisez **[Cette nouvelle crise fait ressortir les vieilles injustices dans l'économie mondiale.](#)**

Impérieux besoin de protection de la sécurité et d'aide au revenu

La reconnaissance des travailleuse·eur·s de l'informel en tant que prestataires de services essentiels se faisait attendre depuis longtemps ; mais on ne peut leur demander de poursuivre leur travail sans leur accorder les protections et compensations adéquates. Les témoignages de travailleuse·eur·s essentiel·le-s de l'informel dans deux **villes focales de WIEGO** mettent en lumière la nécessité de la mise en œuvre de mesures de la part des gouvernements et du secteur privé pour assurer leur sécurité physique et économique, alors qu'elles-ils continuent à fournir ces services publics indispensables en temps de crise.



Juana Corman, une dirigeante syndicale de la FENVENDREL (Fédération nationale des vendeuse·eur·s de journaux, magazines et loteries du Pérou), s'est efforcée de faire connaître les besoins de son secteur pendant la crise. Elle est photographiée au moment où elle retire des journaux du centre de distribution. « Les rues sont silencieuses, il y a juste quelques canillitas qui, comme des petites fourmis, faisons nos rondes et retournons ensuite chez nous pour faire notre part en tant que citoyen·ne·s et respecter les ordres de rester à la maison ».
Photo : Juana Corman Peréz

Informier un public anxieux : Les canillitas de Lima font suivre les nouvelles

Juana Corman se réveille à 2 h du matin, comme elle le fait depuis des décennies, pour traverser la ville jusqu'au centre de distribution où elle prend des piles de journaux pour les vendre. Habituellement, elle vendrait ses journaux dans son kiosque aux passant·e-s des rues animées de Lima, mais suite à l'ordonnance d'isolement social obligatoire au Pérou, son travail a changé. Aujourd'hui, elle vend le quotidien porte à porte et distribue des informations capitales dans une ville qui est sur les nerfs.

Pendant la crise, les vendeuse·eur·s de journaux de Lima, ou **canillitas**, ont reçu des **autorisations spéciales** mais aussi des éloges de certain·e-s des journalistes les plus connu·e-s du Pérou pour leurs services. Cependant, la poursuite de leur travail crucial pendant cette crise implique des risques et des coûts substantiels. Par exemple, les transports publics ne sont pas très accessibles à cause de la réduction drastique des horaires du métro, et plusieurs canillitas sont contraint·e-s de prendre des taxis pour parcourir de longues distances pour se rendre au travail, ce qui diminue leurs revenus déjà faibles.

Afin d'assurer la stabilité économique des **canillitas** au cours de la crise et de leur permettre de rester à la maison en cas de risque élevé ou de maladie, le syndicat de Juana a demandé au gouvernement de les inclure dans la liste des bénéficiaires des subventions en espèces, ou bonos, de 380 soles (ou 110 USD), qui seront mises à la disposition des populations vulnérables toutes les deux semaines pendant la crise. Au 5 avril, le syndicat de Juana ne savait toujours pas si ces travailleuse·eur·s seraient inclu·e-s en tant que bénéficiaires.

Une grande majorité des **canillitas** ont plus de cinquante ans et ont besoin de toute urgence d'avoir accès à des équipements de protection, tels que des masques et des gants, pour assurer une certaine protection au travail. Si certaines maisons d'édition pour lesquelles ces travailleuse·eur·s distribuent des journaux ont fait des efforts pour leur en fournir, d'autres n'ont rien fait et rejettent toute relation de travail ainsi que toute responsabilité en matière de santé et de sécurité des canillitas. En réponse, certain·e-s canillitas ont confisqué la section publicitaire du journal : une protestation silencieuse contre les journaux qui refusent de céder une fraction des recettes publicitaires pour protéger leurs fantassin·e-s.



Les dockers de la FETTRAMAP dorment en dehors du marché pour éviter des dortoirs bondés et pour protéger leurs familles de l'infection.

Si certaines maisons d'édition pour lesquelles ces travailleuse-eur-s distribuent des journaux ont fait des efforts pour leur en fournir, d'autres n'ont rien fait et rejettent toute relation de travail ainsi que toute responsabilité en matière de santé et de sécurité des canillitas.

En plus de la responsabilité des maisons d'édition de reconnaître ce qu'elles doivent à leurs distributrice-eur-s et de leur fournir des protections, Juana fait remarquer la nécessité d'une action gouvernementale pour assurer des ressources sanitaires aux canillitas en cas de maladie. « Le gouvernement devrait considérer que les canillitas, en raison de leur forte exposition dans leur milieu de travail, doivent bénéficier d'un traitement prioritaire dans les centres sanitaires, au même titre que le personnel de la santé et la police ».

Lisez sur [l'impact de la COVID-19 sur les vendeuse-eur-s de rue.](#)

Prévenir les pénuries alimentaires : Les vendeuse-eur-s des marchés en gros et les dockers travaillent sans relâche pour garantir le bon fonctionnement des réseaux de distribution alimentaire de Lima

À Santa Anita, le marché en gros le plus grand de Lima, les dockers et les vendeuse-eur-s de l'informel servent de lien essentiel dans le réseau de distribution alimentaire de la ville. Chaque jour, ces travailleuse-eur-s reçoivent et déchargent des camions remplis de produits provenant de la campagne et les vendent aux épiceries et aux vendeuse-eur-s qui les distribuent à travers la ville pour approvisionner l'immense zone métropolitaine de Lima en fruits et légumes frais. Et chaque jour arrive avec l'incertitude de savoir si l'on s'expose au virus dans le processus.

Depuis le début de la crise, l'EMMSA, l'entreprise publique qui gère le marché, a accordé une certaine protection en installant des stations de lavage des mains, mais a nié toute responsabilité pour ce qui concerne la fourniture de gants et de masques aux travailleuse-eur-s du marché : elle insiste sur le fait que la Fédération nationale des ces travailleuse-eur-s (FENATM) utilise ses propres fonds pour acheter et fournir ce matériel à ses membres.



Patricia fait du porte à porte pour collecter des déchets ménagers. « Nous sommes plusieurs voluntarios, mais le gouvernement n'a rien fait pour nous appuyer ».

Photo : Los Rifados de la Basura campaign

Patricia fait partie d'une armée d'environ 10 000 récupératrice-eur-s à Mexico qui travaillent au sein du système de gestion des déchets solides – souvent côté à côté des travailleuse-eur-s du système d'assainissement officiel – mais qui ne reçoit ni salaire, ni sécurité sociale, ni protections de la ville pour leur travail –.

La FENATM a fait des efforts pour protéger ses membres du mieux possible, en achetant des masques en tissu à un camarade travailleur du marché qui les produit lui-même, par exemple. Cependant, faute de ressources suffisantes, l'achat de gants jetables et d'autres équipements nécessaires devient difficile. Depuis le début de la crise, plusieurs membres sont tombé-e-s malades, tandis que d'autres ont cessé de travailler par crainte de faire de même. D'autres encore dorment en dehors du marché pour éviter de dormir dans des dortoirs surpeuplés ou pour éviter de rentrer à la maison et de transmettre éventuellement le virus à leur famille.

La Fédération continue de négocier avec l'EMMSA pour obtenir des protections et tente de faire appel au bureau gouvernemental d'inspection du travail pour soutenir les travailleuse-eur-s dans leurs revendications pour un environnement de travail sûr. Jusqu'à présent, la seule source de soutien pour les travailleuse-eur-s du marché est la Fédération elle-même. Comme l'explique le secrétaire général de la FENATM : « Nous n'avons de vacances, de sécurité sociale, ni de pensions, rien de tout cela. Chaque travailleuse-eur fait ce qu'elle-il peut avec son travail. Les travailleuse-eur-s du marché affrontent seul-e-s cet assaut. Cela n'est pas visible dans la sphère publique ». Lorsqu'on lui a demandé si les travailleuse-eur-s de son secteur se sentaient protégé-e-s, il a répondu : « Nous ne nous sentons pas protégé-e-s par le gouvernement, mais plutôt par notre propre initiative ».

Garder la métropole propre : Les récupératrice-eur-s de matériaux comblent les graves lacunes de l'infrastructure sanitaire de la ville de Mexico

Patricia Angeles a travaillé comme récupératrice de matériaux (ou *trabajadora voluntaria*, comme on appelle les travailleuses de son secteur à Mexico) pendant treize ans. Elle est une experte dans son métier : elle collecte des déchets ménagers porte à porte et en extrait habilement les matériaux recyclables, qu'elle tentera de vendre par la suite.

Patricia fait partie d'une [armée d'environ 10 000 récupératrice-eur-s à Mexico](#) qui travaillent au sein du système de gestion des déchets solides – souvent côté à côté des travailleuse-eur-s du système d'assainissement officiel – mais qui ne reçoit ni salaire, ni sécurité sociale, ni protections de la ville pour leur travail –. Ces travailleuse-eur-s ne gagnent leur vie que grâce aux pourboires volontaires des ménages et à la vente occasionnelle des matériaux recyclés.

Même si les récupératrice-eur-s de matériaux comme Patricia avaient pu se payer le luxe de faire des économies pour rester à

la maison en sécurité pendant la pandémie, leur absence mettrait à rude épreuve l'un des plus grands systèmes sanitaires du monde à un moment critique.

Patricia continue donc à se rendre au travail tous les jours à 5 h 30 du matin, armée de sa charrette et de sa vaste expérience, mais dépourvue de l'équipement de protection nécessaire. La crise ne fait qu'aggraver l'urgence des besoins non satisfaits auxquels Patricia fait face depuis treize ans, notamment celui d'un contrat avec la ville qui lui assurerait un revenu et de la sécurité sociale, des congés maladie payés et d'autres avantages liés à l'emploi.

Des équipements de protection tels que des gants et un masque ont toujours été essentiels pour protéger Patricia contre les déchets dangereux. Aujourd'hui, ils le sont d'autant plus : elle doit s'occuper de matériaux qui pourraient être contaminés par le virus. Le gouvernement de la ville de Mexico n'a même pas fourni cet équipement aux agent·e·s sanitaires officiel·le·s pendant la crise.

« Les pharmacies n'ont pas de masques, il n'y a plus de désinfectant pour les mains. Je comprends que les gens cherchent peut-être à se protéger, mais la pénurie est grave car les éléments dont nous avons besoin pour nous protéger et protéger nos familles ne sont pas là ».

Elle a réussi à s'en sortir avec des masques faits maison et du désinfectant que sa sœur produit, et elle apporte son propre savon au travail tous les jours pour se laver les mains. « Les pharmacies n'ont pas de masques, il n'y a plus de désinfectant pour les mains. Je comprends que les gens cherchent peut-être à se protéger, mais la pénurie est grave car les éléments dont nous avons besoin pour nous protéger et protéger nos familles ne sont pas là ». Elle a réussi à s'en sortir avec des masques faits maison et du désinfectant que sa sœur produit, et elle apporte son propre savon au travail tous les jours pour se laver les mains.

Suite aux consignes de distanciation sociale, moins de personnes viennent donner un pourboire à Patricia pour ses services, et ses revenus ont diminué alors que ses coûts continuent d'augmenter.

La crise a aussi présenté de nouveaux défis. Suite aux consignes de distanciation sociale, moins de personnes viennent donner un pourboire

à Patricia pour ses services, et ses revenus ont diminué alors que ses coûts continuent d'augmenter. L'école de sa fille a fermé et Patricia essaie de s'assurer qu'elle accède aux cours en ligne, mais elle n'en a pas les moyens. « C'est difficile pour moi car nous n'avons pas d'ordinateur et nous ne pouvons pas utiliser le portable pour les cours, nous devrions donc nous rendre dans un cybercafé et y dépenser 30 à 40 pesos (1,20 à 1,60 USD) sur internet, ce que je n'ai pas actuellement, car il n'y a pas de gens [qui laissent du pourboire] ».

Lisez sur [l'impact de la pandémie pour les récupératrice·eur·s de matériaux](#).



Waste Pickers can not work from home!
They collect the city's waste and protect our health. Please help protect theirs.

Support them and fight COVID 19 together.

Please keep your organic, dry and sanitary waste in three separate bags for better handling.

#Donate gloves, soaps and hand sanitizers

#Please let them access the common water taps in your buildings to wash their hands

#Please contribute generously towards kits of dry rations (wheat, rice, lentils, pulses, oil, sugar, tea) as their family members lose work during the lock down.

À Pune, en Inde, la coopérative SWaCH a développé des affiches pour que les habitant·e·s collaborent avec les récupératrice·eur·s

Le gouvernement et le secteur privé doivent passer à l'action pour protéger les travailleuse·eur·s de l'informel qui sont sur le front pendant la crise du COVID-19

Comme le prouvent les récits de ces travailleuse·eur·s, les entreprises et les gouvernements continuent de transférer les coûts et les risques sur les travailleuse·eur·s de l'économie informelle. En même temps, ces travailleuse·eur·s leur assurent des bénéfices et des services essentiels dans leurs circonscriptions électorales en temps de crise. Lorsque les travailleuse·eur·s de l'informel continuent à fournir des services fondamentaux, les gouvernements et les entreprises privées doivent traiter leurs organisations comme des partenaires précieux dans l'intervention d'urgence, en les consultant sur les besoins de leurs membres et en veillant à ce que ces besoins soient rapidement et adéquatement satisfaits.

Les travailleuse·eur·s de l'informel ont toujours été essentiels et ont contribué de manière inestimable à leurs communautés avant la crise. Aujourd'hui, ces travailleuse·eur·s continuent à le faire en prenant des risques significatifs, et joueront un rôle crucial dans le rétablissement des activités. Toutefois, leur capacité à y parvenir de manière sûre et sécurisée dépend du niveau de soutien qu'elles-eux-mêmes et leurs organisations reçoivent, y compris les mesures mentionnées dans ces témoignages : équipements de protection adéquats, sécurité de revenus comme subventions d'urgence, protections sociales et reconnaissance institutionnelle en tant que parties intéressées indispensables. C'est une opportunité pour les gouvernements de procurer aux travailleuse·eur·s essentiels des dispositifs qu'ils auraient dû fournir depuis toujours, et qui devraient être maintenus après la fin de la crise.

Lisez [les dernières nouvelles et des informations concernant les travailleuse·eur·s de l'informel et la COVID-19](#) dans la section de notre site web consacrée à cette crise.

Mobilisation et organisation



Des femmes d'un quartier de Ahmedabad, Inde, se réunissent hors ses foyers pour débattre sur l'entretien de la zone et d'autres questions liées au travail.
Photo : Paula Bronstein / Getty Images Reportage

Résumé

LES TRAVAILLEUSE-EUR-S de l'informel et leurs organisations sont ancrés dans leurs communautés et prouvent qu'ils peuvent réagir rapidement lorsque la pandémie frappe. Cette section met en lumière les nombreuses façons dont les organisations de base apportent du soutien à leurs membres et à leurs communautés, ainsi que les principales demandes émanant du territoire pour les décideuse-eur-s politiques.

Au moment de l'évaluation rapide, de nombreuses organisations de travailleuse-eur-s interrogées avaient déjà développé un ensemble de demandes à court et à long terme.

À court terme, les demandes qui étaient communes à tous les secteurs comprenaient **l'approvisionnement en EPI, une aide d'urgence au revenu sous forme de subventions en espèces et un moratoire sur le paiement du loyer et des services publics.**

À plus long terme, les demandes se sont concentrées sur **l'inclusion des travailleuse-eur-s de l'informel dans les plans de relance économique et dans les processus d'élaboration des politiques qui les concernent.**

Demandes spécifiques aux secteurs

TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

À court terme

- Décentraliser les informations sur l'enregistrement à la sécurité sociale.
- Ne pas donner de licenciement sans salaire – appel aux ministères du travail et aux associations d'employeuse-eur-s –.
- Négocier avec les employeuse-eur-s pour éviter la nécessité d'utiliser les transports en commun.

À long terme

- Être considéré-e-s comme des travailleuse-eur-s de soins, étant entendu que les travailleuses domestiques devraient être incluses dans les plans de relance économique axés sur les soins.
- Reconnaître les travailleuses domestiques dans les législations nationales.

Lisez la [déclaration de la Fédération internationale des travailleurs domestiques](#).

TRAVAILLEUSE-EUR-S À DOMICILE

À court terme

- Avoir des point d'eau et du savon dans les communautés.
- Réduire les taux d'intérêt et différer les remboursements des dettes.
- Avoir accès aux soins de santé et à des dépistages gratuits.
- Avoir accès aux services d'urgence en cas de violence domestique.

À long terme

- Être reconnu-e-s dans les politiques et les lois.
- Avoir accès au crédit sans intérêt et aux exonérations fiscales pour les coopératives.
- Créer des fonds de relance pour les travailleuse-eur-s de l'informel, y compris les travailleuse-eur-s à domicile.
- Les marques mondiales assument la responsabilité vis-à-vis de toutes-tous les travailleuse-eur-s de leurs chaînes d'approvisionnement

Lisez la [déclaration du groupe de travail de HomeNet International](#).

(Gauche) L'exhaustive journée de travail de Mokhele dans un domicile privé implique faire le nettoyage et cuisiner pour son employeur, une personne âgée, et d'autres membres de la famille à Johannesburg, Afrique du Sud.

Photo : Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage

(Droite) Viboonsri Wongsangiyim et son mari, Bang Aree, produisent des vêtements musulmans à leur maison, dans un quartier de Bangkok, Thaïlande. Photo : Paula Bronstein / Getty Images Reportage



VENDEUSE·EUR·S DE RUE ET DE MARCHÉS

À court terme

- Avoir des point d'eau et savon.
- Avoir une infrastructure/un aménagement des marchés plus sûrs.
- Désigner les vendeuse·eur·s de produits alimentaires comme des travailleuse·eur·s essentiel·le·s.
- Exonérer des paiements de services publics et du loyer.
- Avoir attention prioritaire dans les centres de santé.

À long terme

- Avoir accès a une couverture sanitaire universelle.
- Soutenir le développement des fonds mutuels de solidarité sociale.

Lisez la [déclaration de StreetNet International](#)



Rebecca Paintsil, travailleuse de l'informel, vend des bananes au marché de Kantamanto à Accra, Ghana.
Photo : Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage

RÉCUPÉRATRICE·EUR·S DE MATÉRIAUX

À court terme

- Faire un tri des déchets à la source domestique pour réduire les risques.
- Avoir des points d'eau et de savon sur les lieux de travail ou à proximité.
- Distribuer des rations alimentaires.

À long terme

- Protéger les contrats existants avec les municipalités.
- Avoir accès continu aux produits recyclables – accès aux sites d'enfouissement, collecte des déchets ménagers –.
- Formaliser sur le terrain, en mettant l'accent sur la SST et le paiement des services.

Sangeeta Ben fait son parcours quotidien à pied en tant que récupératrice de déchets dans un quartier d'Ahmedabad, Inde.
Photo: Paula Bronstein / Getty Images Reportage



Une plate-forme de solidarité mondiale du réseau WIEGO

LE 1er mai, les membres du réseau WIEGO, qui représentent les travailleuses domestiques, les vendeuse-eur-s de rue, les travailleuse-eur-s à domicile et les récupérateur-eur-s de matériaux sur presque tous les continents, ont lancé une [plate-forme mondiale de revendications](#) destinée aux décideuse-eur-s du monde entier, exigeant que toutes les politiques et tous les plans, pendant la crise de la COVID-19 et après, reconnaissent, protègent et incluent ces contributrice-eur-s qui sont d'une importance capitale sur le plan économique et social.

The image shows a screenshot of a webpage titled "Plateforme solidaire mondiale du réseau WIEGO". It features a date "Le 1er mai 2020" and a button labeled "PLATEFORME PFD". Below this, there is a link to download the version for WhatsApp. The page lists languages: English, Español, Hindi, Kiswahili, Português, and русский. The main text states that organizations of informal workers worldwide are calling on governments at all levels to support them during the COVID-19 crisis. It highlights the essential roles of street vendors, domestic workers, and waste collectors. A section titled "L'économie mondiale ne peut pas se remettre sur pied sans nous" quotes the International Labour Organization, stating that 81% of 3.3 billion informal workers are affected by COVID-19, and that 61% of the world's population is in informal employment, with 90% in developing countries.

Le soutien que les organisations de base apportent aux travailleuse-eur-s de l'informel pendant la pandémie

En réponse à la crise économique à laquelle sont confronté-e-s les travailleuse-eur-s de l'informel, les organisations de base soutiennent leurs membres par le biais de :

- **Conseils juridiques** : Le syndicat des travailleuses domestiques de Mexico a ouvert des canaux aux non-membres qui ont besoin de résoudre des problèmes liés au travail.
- **Garantir un moyen de subsistance** : En Éthiopie, l'Organisation des femmes indépendantes (WISE, pour ses sigles en anglais) aide les travailleuse-eur-s à domicile à obtenir des commandes du système de santé publique et des ONG pour la fabrication de masques.
- **Aide en espèces** : Dans la mesure du possible, les organisations de base fournissent des fonds aux membres qui doivent faire face à une maladie imprévue ou à des frais d'obsèques.
- **Groupes d'épargne** : En Ouganda, les groupes de travailleuse-eur-s à domicile qui s'engagent dans l'épargne commune ont utilisé leurs économies pour faire des réserves de produits de première nécessité lorsque le confinement a été annoncé, en partageant les fonds équitablement et en apportant un soutien supplémentaire à celles et ceux qui en ont le plus besoin.
- **Protéger les travailleuse-eur-s âgé-e-s** : Au Brésil et en Colombie, les coopératives de récupérateur-eur-s aident leurs membres à rester à la maison en leur donnant de l'argent et des aliments.
- **Paniers d'aliments/soupes populaires** : En Argentine, l'Union des travailleurs et travailleuses de l'économie populaire (UTEP) s'est enregistrée auprès du gouvernement pour organiser des soupes populaires dans les quartiers à faibles revenus. En Éthiopie, WISE complète la distribution de produits alimentaires et sanitaires fondamentaux du gouvernement aux ménages les plus vulnérables

parmi les 19 000 membres de ses coopératives de crédit et d'épargne. À Ahmedabad, en Inde, l'Organisation des Femmes Indépendantes (SEWA) et la municipalité ont développé un [programme novateur de livraison de nourriture](#) impliquant des vendeuse-eur-s de rue et des conductrice-eur-s de *rickshaw*.

- **Campagnes de financement participatif** : Au Brésil, on a créé une campagne de solidarité nationale pour les récupérateur-eur-s de matériaux et les vendeuse-eur-s de rue.
- **Enregistrement pour les programmes gouvernementaux** : Les organisations de base aident leurs membres à s'inscrire aux transferts d'argent liquide, aux programmes « argent contre travail » et aux rations alimentaires. En Inde, [l'Organisation des Femmes Indépendantes \(SEWA\)](#) fait appel aux leaders des travailleuse-eur-s pour partager des informations sur les programmes gouvernementaux tout en soutenant la distribution de rations alimentaires et de kits sanitaires.

Les organisations de base ont toutefois déclaré qu'elles ne sont pas en mesure de fournir suffisamment d'EPI à leurs membres. Elles ne sont pas en mesure de fournir des subventions en espèces à leurs membres et demandent donc que les programmes nationaux de transfert d'argent liquide atteignent leurs membres.

Blogs de WIEGO sur mobilisation et organisation

Innovation et unité : Comment les travailleuse·eur·s à domicile s'adaptent au monde de la COVID-19

Le 11 mai 2020

Par Leslie Vryenhoek, à partir des dossiers de Laura Morillo

LES moyens de subsistance de millions de travailleuse·eur·s à domicile dans le monde entier n'ont pas disparu lorsque les gouvernements ont annoncé des mesures de confinement. En fait, les travailleuse·eur·s indépendant·e·s et les sous-traitant·e·s affirment que leurs revenus ont commencé à manquer des semaines, voire des mois plus tôt, alors que les acheteuse·eur·s et les marchés – en particulier les marchés d'exportation – se sont épuisés. En Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe de l'Est, les productrice·eur·s à domicile ont informé à WIEGO que les commandes de leurs produits avaient cessé d'arriver bien avant que la pandémie mondiale ait été officiellement déclarée.

Les travailleurs à domicile, dont la plupart sont des femmes, sont parmi les travailleuse·eur·s les plus invisibles et les plus négligé·e·s du monde, et connaissent trop bien la précarité des revenus et l'isolement. Cependant, elles et ils s'organisent de plus en plus. Cette crise a mis en évidence la grande valeur que l'association collective peut avoir pour les individus et pour les communautés.



Les journaux télévisés ont couvert l'histoire des membres du SUA qui ont fabriqué des masques pendant la période de la COVID-19.

Des compétences lucratives et vitales

En Uruguay, les travailleuse·eur·s à domicile ont agi rapidement pour transformer leurs précieuses compétences en couture en une entreprise lucrative qui, en même temps, aide d'autres personnes à survivre. Le *Sindicato Único de la Aguja* (Syndicat unique de l'aiguille, SUA), en Uruguay, organise les travailleuse·eur·s de l'industrie du vêtement depuis plus d'un siècle. Dès que le premier cas du nouveau coronavirus a été annoncé en Uruguay, la Commission des femmes de SUA, Rosita Iglesias, a pris la décision de commencer à coudre des masques réutilisables, a raconté Flor de Liz Feijoo, secrétaire générale du SUA, à Laura Morillo de WIEGO dans cet entretien.

Après avoir consulté la Faculté de médecine et de santé au travail de l'Université de Montevideo pour établir un modèle de masque et les critères à suivre, elles se sont mises au travail. Le 19 mars, le SUA a annoncé dans un entretien télévisé que les travailleuse·eur·s avaient confectionné les 30 000 premiers masques pour le syndicat de la police de Montevideo.

Des commandes de la part d'autres institutions ont rapidement suivi ; le pouvoir judiciaire a d'abord demandé 6 000 masques à utiliser lors des procès et des audiences, puis a porté sa commande à 20 000. Par la suite, la municipalité de Montevideo a demandé 20 000 masques, puis a augmenté sa commande à 100 000. L'armée de l'air uruguayenne a contacté le SUA et lui a demandé de développer 300 kits contenant des robes de chirurgien, des masques, des casquettes et des chaussures. Et le vice-président de la République d'Uruguay a personnellement contacté Flor de Liz Feijoo pour la remercier et lui demander de fabriquer des masques pour toutes et tous les parlementaires. En outre, le SUA a donné quelque 3 800 masques aux personnes qui n'ont pas les moyens d'en acheter un, comme les enfants placé·e·s dans les foyers et les personnes souffrant de cancer ou d'autres maladies.

Le projet a fait l'objet d'une attention médiatique considérable. Après la diffusion des travaux du SUA à la télévision, plusieurs travailleuse·eur·s à domicile possédant les compétences nécessaires pour ce travail ont contacté le SUA pour les rejoindre. Le 23 avril, 60 travailleuse·eur·s à



Les travailleuse·eur·s à domicile en Uruguay cousent des masques pour la police et pour d'autres travailleuse·eur·s essentielle·s. Photo gracieuseté de SUA

domicile avaient été embauché-e-s dans tout le pays pour fabriquer des masques lavables et jetables. Les travailleuse-ur-s sont organisé-e-s par région géographique et le travail est réparti, une personne étant chargée de recevoir les commandes et de les attribuer aux travailleuse-ur-s de chaque établissement.

Chaque travailleuse-ur à domicile confectionne un minimum de 100 masques par jour, indique Flor de Liz Feijoo. Comme les masques sont évalués à 15 pesos uruguayens par unité, les travailleuse-ur-s reçoivent 1500 pesos uruguayens par jour, ce qui correspond au salaire minimum du secteur.

« L'organisation syndicale est essentielle. Pour nous, cette crise marque un avant et un après pour le SUA et pour les travailleuse-ur-s à domicile », déclare Flor de Liz Feijoo. « Il est maintenant démontré que les travailleuse-ur-s à domicile font un travail important : elles-ils peuvent être des fournisseuse-ur-s de l'État et des entreprises, et peuvent recevoir des salaires équitables ».

Le SUA n'est pas la seule organisation de travailleuse-ur-s à domicile à avoir rapidement reconnu que la soif de vêtements dans le monde évoluait rapidement vers le besoin de masques de protection. En Éthiopie, les travailleuse-ur-s à domicile obtiennent également des commandes assurées du système de santé publique et des ONG. En Inde, Mahila Housing Trust de la SEWA **a engagé des travailleuse-ur-s à domicile pour fabriquer des masques chirurgicaux** et des blouses médicales afin de contribuer aux efforts de secours médical. Au Cambodge, les travailleuse-ur-s à domicile utilisent les médias sociaux tels que Facebook pour vendre les masques qu'elles-ils produisent. Mais comme **l'histoire de cette travailleuse à domicile thaïlandaise** le démontre, ce travail est à court terme.

La valeur de l'organisation en Afrique de l'Est

Au Kenya, où les masques sont devenus obligatoires dès que le virus est entré dans le pays, les travailleuse-ur-s à domicile qui possèdent les compétences requises – dont la plupart sont des membres des groupes d'autogestion et des coopératives – produisent des masques pour le marché informel. Les masques sont commercialisés par des vendeuse-ur-s de rue en mettant ainsi rapidement l'équipement exigé à disposition de la population sur les marchés locaux.



Ce travail est particulièrement important dans une région où de nombreuses femmes dépendent de la vente de produits artisanaux fabriqués à domicile. Pour ces productrices, la COVID-19 a frappé fort et rapidement. Les marchés en plein air ont fermé ; les ventes des boutiques de cadeaux des hôtels ont disparu avec les touristes. Bien sûr, les écoles ont fermé elles aussi, ce qui signifie que les femmes ont eu plus de tâches de soins à accomplir et moins de temps pour créer leurs produits.

Mais l'organisation des travailleuse-ur-s à domicile a également gagné du terrain en Afrique. HomeNet Kenya, un réseau d'organisations, a été créé au début de l'année 2019. Ce réseau a été impulsé par la Fédération du commerce équitable du Kenya (KEFAT), qui a travaillé pendant des années en partenariat avec WIEGO pour identifier et aider à renforcer les groupes de travailleuse-ur-s à domicile de tous les secteurs.

L'Union coopérative de Machakos est l'une de ces organisations fortes. Parmi ses affilié-e-s il y a des groupes de travailleuse-ur-s à domicile qui tissent des paniers, des tapis et d'autres produits en sisal pour les marchés locaux et pour l'exportation.

Cependant, cette production s'est maintenant arrêtée, explique Edwin Bett, coordinateur de HomeNet Kenya. Toutefois, ce n'est

Les frontières étant fermées pendant la pandémie mondiale, les paniers en sisal vendus par l'Union coopérative Machakos au Kenya ne peuvent pas être exportés sur les marchés, et les travailleuse-ur-s à domicile qui les tissent ne peuvent pas se réunir pour teindre le tissu ou en assurer la qualité.

Photo: Leslie Vryenhoek

pas l'interruption des chaînes d'approvisionnement mais plutôt les restrictions sur le rassemblement de personnes qui posent le problème. Traditionnellement, les femmes travaillent en groupe pour teindre le sisal et le tisser pour en confectionner des produits. Travailler ensemble est fondamental pour obtenir la couleur et la qualité uniformes qu'exigent les marchés d'exportation, explique Bett, c'est pourquoi le travail est suspendu pour le moment.

Plusieurs productrice-ur-s, indique M. Bett, ont repris le travail agricole, soit dans les villes, soit en retournant dans leurs villages ruraux, parce qu'elles-ils savaient que la sécurité alimentaire deviendrait rapidement un problème.

Néanmoins, l'Union coopérative Machakos continue de jouer un rôle crucial pour ces travailleuse-ur-s et leurs ménages en les aidant à recevoir le soutien nécessaire. En fait, le système d'enregistrement de la coopérative pour ses 81 sociétés primaires et leurs milliers de membres a été utilisé pour aider le gouvernement kenyan à distribuer des fonds d'urgence.

La syndicalisation s'est avérée tout aussi essentielle en Ouganda, où les travailleuse-ur-s à domicile affirment que les commandes étaient déjà en baisse à la fin de 2019, et on leur a dit que les commandes pourraient ne pas reprendre une fois la pandémie contrôlée ; les groupes qui ont des initiatives d'épargne communes ont utilisé leurs économies pour stocker des produits de base lorsque le confinement a été annoncé. La solidarité entre les membres implique que les économies et les stocks sont partagés pour aider celles et ceux qui en ont le plus besoin. En Éthiopie, l'Organisation des femmes indépendantes (WISE) a augmenté la distribution de produits alimentaires et sanitaires fondamentaux du gouvernement aux ménages les plus vulnérables parmi les 19 000 membres de ses coopératives de crédit et d'épargne.

Voix collective et vision novatrice en Europe de l'Est et en Asie centrale

Depuis le début de cette crise, les travailleuse-eur-s à domicile de plusieurs pays ont réclamé des prêts à faible taux d'intérêt et une réduction des paiements. C'était le cas en Bulgarie. Mais lorsque les affaires ont décliné précipitamment, l'Association des travailleuse-eur-s à domicile a adopté une stratégie inhabituelle : elle a envoyé ses revendications aux gouvernements accompagnées de cadeaux des marchandises de ses membres, pour rappeler aux fonctionnaires l'importance de ses produits pour les gens, les économies locales et les traditions. Cette stratégie a fonctionné.

Le Conseil des ministres, le président et les maires des municipalités ont rapidement accepté d'accorder de petits prêts sans intérêt avec une période de grâce de cinq ans, ainsi que des prêts plus importants de la Banque de développement aux travailleuse-eur-s indépendant-e-s. En outre, le gouvernement a financé une initiative qui permettrait de distribuer des aliments essentiels aux plus démunis-e-s – avec des aliments fournis par de petit-e-s agricultrice-eur-s – et a légiféré pour que les grandes chaînes alimentaires stockent des articles provenant de petit-e-s productrice-eur-s bulgares de la région. Comme de nombreuses personnes travailleuses à domicile sont également de petites agricultrices, elles peuvent désormais générer des revenus supplémentaires en vendant leurs produits dans le cadre de ce programme.

« Malheureusement, la COVID-19 a dû se présenter pour que des événements et des lois se produisent, pour lesquels nous avons (plaidé) pendant des années », a déclaré Violeta Zlateva, présidente de l'Association des travailleuse-eur-s à domicile, qui fait partie du Syndicat des travailleuse-eur-s indépendant-e-s et de l'informel (UNITY) depuis 2014.

L'association est également affiliée à HomeNet de l'Europe de l'Est et l'Asie centrale (HNEECA), un réseau croissant d'organisations nationales qui fait partie du mouvement mondial des travailleuse-eur-s à domicile. Un autre affilié de HNEECA est Hunarmand, une association d'artisan-e-s en Ouzbékistan. Elles partagent la prédilection de leur homologue bulgare pour les solutions innovantes.

En Asie centrale, les personnes travailleuses à domicile et artisanes travaillent ensemble pour faire revivre l'artisanat traditionnel. Sous le régime soviétique, elles ont perdu leur identité. Aujourd'hui, avec l'aide du gouvernement central et local, ces travailleuse-eur-s reviennent à ces traditions pour permettre de créer un moyen de subsistance pour les femmes.

En mai, un festival international annuel de la soie et des épices aurait rassemblé des artisan-e-s d'Asie centrale, du Caucase, d'Afghanistan, de Turquie, de Mongolie, de Russie et d'Europe à Boukhara, en Ouzbékistan. Mais l'organisatrice de l'événement, Matluba Bazarova, a annoncé avec regret que le festival était annulé à cause de la COVID-19. L'événement devait inclure des bazars, des défilés, des démonstrations et des tables rondes sur le développement du tourisme et de l'artisanat.

Mais ce groupe ne se laisse pas décourager, car il a obtenu depuis longtemps le soutien des plus hautes instances gouvernementales. Le pays soutient les artisan-e-s en leur accordant une exonération fiscale de 20 ans et le président de l'Ouzbékistan, Shavkat Mirziyoyev, a offert du soutien financier pour aider Hunarmand à créer un centre d'art à Boukhara.

Ce soutien et la capacité d'innovation du groupe leur ont permis de transformer un festival annulé dans une présentation publique spectaculaire. Bazarova a pris des dispositions pour que les artistes et les artisan-e-s placent des images sur les murs extérieurs du musée pendant le mois de mai.

Perspectives de l'avenir

La pandémie prendra fin, les entreprises et les frontières s'ouvriront et les chaînes d'approvisionnement reprendront leurs activités. Mais tout ne devrait pas redevenir comme il était avant.

Dans cette crise, les travailleuse-eur-s à domicile et leurs organisations ont fait preuve d'inventivité et d'adaptabilité. Leurs réflexions rapides et tournées vers l'avenir ont amélioré leurs moyens de subsistance et les ont transformé-e-s en partenaires inestimables au sein de leurs communautés. Avec une reconnaissance soutenue et une force organisationnelle accrue, les travailleuse-eur-s à domicile du monde entier pourraient jouer un rôle vital dans la construction d'une économie plus vivante et plus juste à l'avenir.



À Boukhara, en Ouzbékistan, le travail des artistes et artisan-e-s à domicile est exposé pour maintenir l'intérêt et le moral de la population pendant le confinement.
Photo gracieuseté de HNEECA.

Comment les villes peuvent soutenir les travailleuse·eur·s de l'informel pendant la crise de la COVID-19 et au-delà

Le 14 avril 2020

Par Jenna Harvey, en collaboration avec [le programme de Politiques urbaines de WIEGO](#)

CETTE publication développe les demandes des travailleuse·eur·s sur la manière dont les gouvernements municipaux devraient leur accorder le support dont elles·ils ont besoin en ce moment, comme une étape dans le processus nécessaire de création d'un contrat social transformé pour l'avenir.

Des décennies de planification d'exclusion se révèlent meurtrières pour les villes

L'héritage des villes du XXI^e siècle est de plus en plus marqué par l'exclusion et l'inégalité. Dans de petites et grandes villes du monde entier, les décisions relatives à l'allocation des ressources et de l'espace ont été prises sur la base du profit et non des personnes – et les effets qui en découlent s'avèrent désastreux –.

Alors que la COVID-19 a resserré son emprise sur les villes, l'immense coût social et économique de ce statu quo d'exclusion a été clairement mis en évidence. Il est désormais évident que les gouvernements municipaux sont moins bien équipés pour faire face à la double crise, sanitaire et économique, provoquée par la COVID-19 : l'approche de la planification urbaine et de l'élaboration des politiques a marginalisé et exploité les travailleuse·eur·s démunie·s pendant des décennies, même si les villes ont tiré profit de leur travail.



La situation actuelle a dévoilé la détresse des travailleuse·eur·s de l'informel, [qui représentent la majorité des travailleuse·eur·s urbain·e·s](#) dans la plupart des villes des pays du Sud et qui n'ont pas la chance de vivre de leurs économies, de se mettre au travail à domicile ou de [se protéger en respectant la distanciation sociale](#). Comme il est [indiqué par l'OIT](#), les deux milliards de travailleuse·eur·s de l'informel dans le monde seront les plus sévèrement touché·e·s par les répercussions sanitaires et économiques de la COVID-19, dû aux inégalités existantes qui façonnent le travail et la vie. Mais des mesures peuvent être prises dès maintenant pour changer cette trajectoire.

Tous les regards sont actuellement tournés vers les gouvernements nationaux : ils doivent élaborer et mettre en place des politiques, comme celles de remplacement du revenu, qui visent à soutenir ces travailleuse·eur·s pendant la crise. Toutefois, on a accordé moins d'attention au rôle déterminant que les villes devraient jouer dans l'élaboration de réponses visant à soutenir les travailleuse·eur·s de l'informel pendant la crise et à jeter les bases de systèmes urbains plus résilients et plus équitables pour le futur.

Mamuna Mohammed, porteuse de charge sur la tête de l'informel (ou *kayaye*), transporte des bananes sur le marché d'Agbogbloshe, un marché central de fruits et légumes à Accra.

Photo: Jonathan Torgovnik / Getty Images Reportage

Toutefois, on a accordé moins d'attention au rôle déterminant que les villes devraient jouer dans l'élaboration de réponses visant à soutenir les travailleuse·eur·s de l'informel pendant la crise et à jeter les bases de systèmes urbains plus résilients et plus équitables pour le futur.

Comment les villes peuvent soutenir les travailleuse·eur·s de l'informel à l'heure actuelle

Les bonnes solutions ne peuvent être imposées de haut en bas. Les organisations de base (OB) des travailleuse·eur·s de l'économie informelle membres du réseau WIEGO ont des idées sur la manière dont les villes pourraient prendre des mesures pour les aider dès maintenant. D'abord, les gouvernements municipaux doivent reconnaître que le travail et les connaissances des OB sont des ressources vitales dans la réponse à la crise. Comme l'explique Gloria Solórzano, leader des vendeuse·eur·s de rue de Lima : « Ils nous ont traité·e·s comme si nous étions le problème, mais nous en sommes la solution ».

1) Ne pas nuire aux travailleuse·eur·s

Le harcèlement policier, la stigmatisation, faire des travailleuse·eur·s de l'informel le bouc émissaire, la xénophobie et la discrimination fondée sur la classe sociale, ainsi que les expulsions sur le lieu de travail sont monnaie courante pour de nombreuses·eux travailleuse·eur·s de l'informel. Malheureusement, il est déjà évident que dans de nombreuses villes, la crise de la COVID-19 est utilisée comme prétexte pour doubler les abus existants, plutôt que d'y remédier.

Par exemple, alors que les riches du Ghana qui revenaient de l'étranger étaient mis·e·s en quarantaine sans frais dans des hôtels de luxe, les travailleuse·eur·s migrant·e·s qui fuyaient Accra pour se rendre dans leurs villages d'origine dans des camions de fret étaient **appréhendé·e·s et renvoyé·e·s par la police** dans une ville où elles·ils n'avaient aucun moyen de subvenir à leurs besoins fondamentaux pendant le confinement. Des travailleuse·eur·s de l'informel à Delhi **ont signalé des représailles violentes** de la part de la police pour avoir travaillé par nécessité, même si leur travail est autorisé en tant que service essentiel. Des violences policières ont également été signalées à Dakar, où les longues journées de travail et les restrictions de transport rendent difficile le respect du couvre-feu pour les travailleuse·eur·s de l'informel.

Comme l'a expliqué N'Dagou Dia, leader des vendeuse·eur·s de rue : « Quand on va [au travail], on a des problèmes pour rentrer à la maison. Toutes ces personnes battues par la police étaient des

Les autorités municipales doivent mettre fin immédiatement à cette violence comme engagement de premier ordre pendant la crise.

travailleuse·eur·s de l'économie informelle qui se lèvent tôt pour travailler et rentrent dans leur domicile le soir ».

Les autorités municipales doivent mettre fin immédiatement à cette violence comme engagement de premier ordre pendant la crise. « Ne pas nuire aux travailleuse·eur·s » implique également que la crise ne doit pas servir de prétexte pour imposer des restrictions permanentes à l'utilisation de l'espace. Les travailleuse·eur·s doivent être autorisé·e·s à retourner sur leur lieu de travail – y compris les décharges et les espaces publics – lorsque la crise sera terminée, avec plus de protections qu'avant et un engagement à collaborer et non plus de répression. Gloria Solórzano l'explique : « Nous espérons que maintenant les autorités nous aideront à rentrer chez nous et qu'elles mettront fin aux expulsions. Si elles continuent de nous réprimer, nous ne pourrions pas nous rétablir économiquement ».

2) Fournir une aide financière directe

Les villes ont un rôle majeur à jouer pour mettre de l'argent dans les mains des personnes qui en ont le plus besoin en ce moment. Même là où des mesures de remplacement du revenu se développent au niveau national, les autorités municipales ont la possibilité de compléter ces mesures, ce qui pourrait permettre d'atteindre les travailleuse·eur·s de l'informel plus vite, par le biais d'actions visant à leur fournir de la liquidité et à alléger leur fardeau de la dette en même temps.

Par exemple, les mesures nationales de remplacement du revenu peuvent prendre trop de temps pour atteindre les personnes qui en ont besoin, et elles peuvent exclure des groupes de travailleuse·eur·s de l'informel dont les gains peuvent, dans des circonstances normales, n'être que légèrement supérieurs au seuil de revenu pour obtenir une aide. Les gouvernements des villes pourraient intervenir pour combler ces lacunes en apportant un soutien plus rapide et plus direct aux travailleuse·eur·s urbain·e·s de l'informel par le biais des registres municipaux existants ou d'autres mesures.

Les mesures de soutien additionnelles devraient être utilisées pour compléter le remplacement des revenus, y compris un moratoire complet

Comme le fait remarquer Juana Corman, vendeuse de journaux de Lima, les villes doivent également se montrer flexibles en ce qui concerne les exigences et les paiements relatifs aux permis.

sur les locations payées à la ville sur les lieux de travail, pour les entrepôts, les étals de marché ou les espaces de vente, par exemple. Comme le fait remarquer Juana Corman, vendeuse de journaux de Lima, les villes doivent également se montrer flexibles en ce qui concerne les exigences et les paiements relatifs aux permis : « La rénovation des permis annuels doit être plus flexible dans cette période de crise. La ville ne devrait pas faire payer les permis existants et devrait en prolonger la validité ».

Pour finir, certaines villes ont lancé des programmes de prêts à taux zéro pour les petites entreprises, ce qui pourrait être accordé aussi aux entreprises de l'informel.



Des joueuse·eur·s d'orgue manifestant pour le remplacement des revenus directs sur la place centrale de Mexico. La pancarte indique : « Je ne peux pas rester à la maison, je dois assurer la subsistance de ma famille ».



Doña Sabina a reçu le soutien de Street Vendor Project à New York pour s'adapter à la distanciation sociale et pour partager des informations essentielles relatives à la santé publique avec ses clients. Les villes ont un rôle à jouer dans le versement d'une rémunération directe aux travailleuse-eur-s pour ces services en tant qu'ambassadeur-eur-s de la santé publique. Photo : Street Vendor Project

3) Fournir des informations claires et accessibles

Il est de plus en plus évident que les directives générales pour la prévention de la COVID-19 sont absolument **impertinentes** et **inappropriées** pour la grande majorité des personnes démunies dans les villes de l'hémisphère sud. Les villes ont un rôle clé à jouer dans **l'élaboration rapide de lignes directrices** accessibles et appropriées pour les groupes qui n'ont pas accès à l'eau courante pour se laver les mains, par exemple, ou qui vivent et travaillent dans des établissements surpeuplés où il n'est pas possible de s'isoler.

Les travailleuse-eur-s de l'informel pourraient jouer un rôle important en tant qu'ambassadeur-eur-s de la santé publique, étant donné leur proximité avec les communautés qui ont besoin de ces informations, notamment dans le contexte des campagnes de désinformation qui ciblent les plus vulnérables. Les entretiens avec les responsables des OB dans les **Villes focales de WIEGO** montrent qu'elles-ils utilisent WhatsApp avec les réseaux membres pour lutter contre la désinformation dangereuse, pour partager les ressources et pour fournir de l'aide mutuelle et du soutien émotionnel. Les villes pourraient s'appuyer sur ces efforts existants en travaillant avec les organisations des travailleuse-eur-s de l'informel pour diffuser des informations cruciales sur la prévention et l'accès aux ressources.

Là où les travailleuse-eur-s de l'informel opèrent toujours en tant que travailleuse-eur-s essentiel-le-s, il serait possible de les rémunérer pour diffuser des informations et approvisionner directement les clients. À Washington D.C., par exemple, **des vendeuse-eur-s de rue ont été payé-e-s par la ville pour diffuser des directives et du désinfectant pour les mains.**

4) Fournir les protections nécessaires

Les directives et les informations ne signifient rien si les travailleuse-eur-s démunie-e-s ne disposent pas des moyens pour les suivre. Des années de manque d'investissement dans les services d'infrastructure de base sur les marchés ont laissé les travailleuse-eur-s de l'informel, qui continuent de fournir des services fondamentaux, dans des environnements dangereux.

Des stations de lavage des mains et autres points d'eau doivent être installés sur les lieux où les travailleuse-eur-s de l'informel continuent

Il s'agit toutefois d'une mesure temporaire – à plus long terme, les villes doivent investir dans la mise en place d'infrastructures sanitaires de base sur les lieux de travail des travailleuse-eur-s de l'informel –.

de travailler et au sein des communautés où l'accès à l'eau courante est limité ou inexistant. Il s'agit toutefois d'une mesure temporaire – à plus long terme, les villes doivent investir dans **la mise en place d'infrastructures sanitaires de base** sur les lieux de travail des travailleuse-eur-s de l'informel –.

Les villes doivent également veiller à ce que les travailleuse-eur-s essentiel-le-s de l'informel, comme les vendeuse-eur-s de rue, les récupérateur-eur-s de matériaux et d'autres travailleuse-eur-s qui fournissent des services en première ligne aux résident-e-s de la ville, disposent d'un équipement de protection adéquat et d'une formation technique en matière de prévention.



« Veronica buckets »: un dispositif d'assainissement des mains mis en place sur un marché d'Accra comme mesure temporaire pour le lavage des mains.

5) Impliquer les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel dans la réponse

Les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel sont les mieux placé-e-s pour savoir ce dont leurs membres et leurs communautés ont besoin pour rester en sécurité. De nombreuses organisations de travailleuse-eur-s de l'informel du réseau WIEGO se sont déjà mobilisées pour élaborer [des plates-formes détaillées sur les besoins et les demandes](#) afin que les villes en tiennent compte dans la réponse à la crise – pour protéger à la fois les travailleuse-eur-s essentiel-le-s qui continuent de travailler pendant la crise et celles-ceux à qui on a demandé de rester à la maison et de sacrifier leurs moyens de subsistance –.

Cette intelligence du terrain est un atout énorme pour les villes qui ont du mal à s'occuper de diverses circonscriptions – et qui ne peuvent sans doute pas avoir toutes les réponses sur ce dont ces circonscriptions ont besoin –. Depuis des années, les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel tentent de convaincre les villes de les traiter comme des partenaires compétent-e-s et habiles dans le processus de conception de la ville. Le moment est venu pour les villes d'accepter cette offre et de créer les bases d'une gouvernance urbaine collaborative qui sera essentielle pour naviguer dans la crise et au-delà.

La crise est un moment de transformation

Les villes font face à des risques uniques dans le contexte de la COVID-19 à cause de leur grande population et de leur densité, qui sont et ont toujours été favorables à la propagation du virus. Au-delà de cette crise, les risques que des catastrophes sanitaires et environnementales fassent des ravages dans les villes dans le futur ne feront qu'augmenter avec l'avancée du changement climatique. Cependant, la densité et l'hétérogénéité qui caractérisent les villes représentent également un avantage pour renforcer la résilience face aux futures catastrophes.

Les travailleuse-eur-s de l'informel rendent déjà les villes plus résilientes en comblant les lacunes critiques des systèmes. Les vendeuse-eur-s

Depuis des années, les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel tentent de convaincre les villes de les traiter comme des partenaires compétent-e-s et habiles dans le processus de conception de la ville. Le moment est venu pour les villes d'accepter cette offre et de créer les bases d'une gouvernance urbaine collaborative qui sera essentielle pour naviguer dans la crise et au-delà.

de rue [soutiennent la sécurité alimentaire des populations économiquement vulnérables](#) qui n'ont pas les moyens de faire leurs achats dans les chaînes de supermarchés. Les récupératrice-eur-s sont souvent la seule source de collecte de déchets disponible pour les établissements informels où les camions de collecte privés ou municipaux ne peuvent pas ou ne veulent pas s'y rendre.

Les systèmes sont plus résilients lorsqu'il y a des redondances, c'est-à-dire lorsqu'un système peut intervenir là où un autre échoue. L'approche capitaliste, qui privilégie le profit dans la conception et la gestion des villes, a laissé tomber la plupart des gens qui y vivent à plusieurs reprises, en particulier les plus vulnérables. L'économie informelle a systématiquement « pris le relais » pour répondre aux besoins de celles-ceux qui sont laissé-e-s derrière. Cela est d'une évidence flagrante en pleine crise de la COVID-19.

Cette crise peut également être l'occasion pour les villes de réfléchir à des transformations qui s'attaquent aux inégalités structurelles qui les ont rendues si vulnérables face aux crises en premier lieu. Si l'atténuation peut être le mode d'action actuel, les villes devront commencer à réfléchir à des actions à moyen et long terme pour renforcer leur résilience à l'avenir. Les travailleuse-eur-s de l'informel doivent être considéré-e-s comme des partenaires dans ce processus de reconstruction. Les villes doivent examiner comment les mesures de soutien temporaires et les plateformes de dialogue forgées pour et avec les travailleuse-eur-s de l'informel pendant la crise pourraient être rendues permanentes afin de créer un avenir urbain plus résilient et plus équitable.

Gloria Solórzano, leader des vendeuse-eur-s de rue à Lima, résume le défi auquel est confrontée sa ville, en déclarant : « Nous nous sentons

L'approche capitaliste, qui privilégie le profit dans la conception et la gestion des villes, a laissé tomber la plupart des gens qui y vivent à plusieurs reprises, en particulier les plus vulnérables. L'économie informelle a systématiquement « pris le relais » pour répondre aux besoins de celles-ceux qui sont laissé-e-s derrière.

protégé-e-s maintenant en raison des mesures que nous suivons, mais pas par les stratégies économiques du gouvernement ; nous sommes dans l'attente. Nous nous sentirons protégé-e-s lorsque le confinement prendra fin et que les autorités montreront leur intention de nous inclure dans les politiques publiques de la ville ».

Comment les vendeuse·eur·s de rue du Pérou font face à crise de la COVID-19 ?

7 juin 2020

Par Ana Carolina Ogando, Olga Abizaid

AVEC un budget équivalent à 12 % de son PIB, le Pérou a mis en place le dispositif de lutte contre la pandémie de la COVID-19 le plus important d'Amérique latine. Son principal objectif était de soulager les personnes les plus vulnérables pendant la pandémie. À partir du 16 mars 2020, le pays a mis en place un isolement social obligatoire strict pour lutter contre la propagation de la maladie. Malgré la volonté du gouvernement de s'attaquer à la crise sanitaire et économique, les travailleuse·eur·s de l'informel sont touché·e·s sévèrement.

Les défis concrets de l'adaptation à l'isolement social obligatoire et de l'accès à l'aide du gouvernement ont coûté aux vendeuse·eur·s des revenus nécessaires, tout en intensifiant la stigmatisation qui les frappe. Les discours qui **déshumanisent et blâment les vendeuse·eur·s de rue** pour la propagation du coronavirus sont de plus en plus nombreux. Ils découlent des perceptions négatives historiques des vendeuse·eur·s de rue et sont trop souvent utilisés pour promouvoir des politiques urbaines d'exclusion, comme cela a été le cas avec l'expulsion massive dans l'avenue Aviación, dans le district de La Victoria, avant les Jeux panaméricains de 2019.

La pandémie étant utilisée comme un artifice d'exclusion supplémentaire, le programme Lima Ville focale de WIEGO, avec les travailleuse·eur·s et d'autres partenaires, demande des moyens plus justes pour trouver des solutions collectives aux défis créés par la pandémie.

Dans ce questions-réponses, Carmen Roca et Edith Anampa, membres de l'équipe de **Lima Ville focale de WIEGO**, ont partagé avec nous leurs



réflexions sur la situation des personnes vendeuses de rue à Lima, les barrières à l'accès aux mesures d'aide du gouvernement fédéral destinées à elles, les récents efforts de plaidoyer et les stratégies pour contester les discours qui servent à pénaliser davantage les vendeuse·eur·s pendant la pandémie.

Pouvez-vous nous raconter brièvement ce qui se passe actuellement à Lima en ce qui concerne les mesures sanitaires prises par le gouvernement pour contrôler la propagation de la COVID-19 ?

L'ÉQUIPE DE LIMA : Depuis le 16 mars, et jusqu'au 30 juin, le gouvernement a mis en place des mesures strictes d'isolement social obligatoire appliquées par les patrouilles de la police et de l'armée. Nous ne pouvons pas quitter la maison, sauf pour aller chercher de la nourriture, des médicaments ou pour aller à la banque. Le gouvernement a aussi travaillé pour multiplier par dix le nombre de lits d'hôpitaux équipés d'un respirateur. Et alors que c'était un effort proactif et rapide

pour un pays comme le nôtre, les hôpitaux se sont déjà effondrés.

Le gouvernement a parlé de subventions en espèces pour compenser les personnes vulnérables pour la perte de revenus due aux mesures sanitaires. Pouvez-vous nous parler de la proposition du gouvernement ? Les vendeuse·eur·s de rue peuvent bénéficier de cette mesure d'aide ?

L'ÉQUIPE DE LIMA : La plupart des personnes avec lesquelles nous travaillons et qui gagnent leur vie dans les espaces publics ont des revenus faibles. Bien qu'elles ne soient pas dans une situation d'extrême pauvreté, elles vivent dans des conditions de pauvreté.

Au début, le gouvernement a accordé une subvention en espèces d'environ 110 USD aux personnes vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté afin qu'elles restent chez elles. La population pouvait confirmer son éligibilité en utilisant leur numéro de carte d'identité nationale sur une page web mise en place par le gouvernement. Le principal défi

était que, contrairement aux données sur les zones rurales, le ministère du Développement et de l'Inclusion sociale ne disposait pas de listes complètes dans les zones urbaines pour distribuer la subvention en espèces, car il n'y avait plus d'extrême pauvreté dans ces zones-là. Seule une poignée de travailleuse-eur-s avec lesquelles nous travaillons ont reçu cette première subvention en espèces.

Compte tenu du fait que les personnes travailleuses pour compte-propre de l'informel, y compris les vendeuses de rue, étaient les plus touchées par l'isolement social obligatoire, de nombreux acteurs, dont WIEGO et des personnes dans les médias, ont fait pression pour que la subvention en espèces leur soit accordée. Le gouvernement a répondu à cette demande en accordant une subvention en espèces aux travailleuse-eur-s pour compte-propre, appelé *bono independiente*.

Toutefois, pour identifier les bénéficiaires de cette subvention, le gouvernement a dû recourir à des listes de plusieurs ministères pour s'assurer que les bénéficiaires potentiel-le-s n'étaient pas déjà couvert-e-s par d'autres programmes gouvernementaux (ministère du Développement social), ne travaillaient pas dans le secteur privé ou public (ministère du Travail), ne gagnaient pas plus de 330 USD par mois (bureau des impôts et par l'intermédiaire de l'entité qui supervise les banques) ou n'avaient pas de contrat public (ministère des Finances). Malheureusement, la décision du gouvernement d'utiliser uniquement ses données officielles pour définir les bénéficiaires a limité la portée de la subvention en espèces, laissant à l'écart plusieurs travailleuse-eur-s de l'informel.

De nos jours, le gouvernement a déclaré qu'il va octroyer une allocation familiale universelle en espèces aux ménages ne comptant aucun membre de la famille salarié, pour un montant d'environ 220 USD si elle est payée en un seul versement ou de 110 USD si elle est payée en deux versements à 15 jours d'intervalle. La bonne nouvelle, c'est que ce processus a démarré. Le gouvernement s'est également engagé à distribuer de l'aide alimentaire aux régions les plus démunies. Bien que les municipalités aient reçu des fonds au début de l'isolement social obligatoire, quelques problèmes de transparence ont limité cette portée.

En conséquence, de nombreuses personnes ne peuvent plus respecter une quarantaine pour des raisons financières et sociales.



Une cliente attend tout en gardant des distances dans le marché de la coopérative San Pedro, où les travailleuse-eur-s se sont organisé-e-s de façon indépendante pour apporter de la protection aux client-e-s et aux vendeuse-eur-s, sans l'aide du gouvernement.

Quelles en ont été les conséquences immédiates pour les personnes vendeuses de rue à Lima ?

L'ÉQUIPE DE LIMA : C'est une situation très compliquée. La situation diffère selon ce qu'elles vendent. Les seules personnes autorisées à travailler (que ce soit dans la rue ou sur les marchés) sont celles qui vendent des produits essentiels, comme les produits alimentaires. Parmi celles qui vendent des produits non essentiels, beaucoup sont confrontées à des pertes importantes ou ont changé de produits pour pouvoir travailler. Mais même les vendeuse-eur-s de produits alimentaires sont confronté-e-s à des difficultés. Dans la zone de l'avenue Aviación – qui est toujours un pôle commercial important pour l'alimentation – les vendeuse-eur-s de rue ont été expulsé-e-s et leurs marchandises ont été confisquées et détruites.

Il y a des personnes commerçantes plus âgées qui ont peur d'aller vendre dans les rues et de se faire infecter. Elles font probablement partie du peu nombreux groupe qui dispose de petites économies ou qui peut compter sur les membres de leurs familles. Ces personnes travailleuses sont préoccupées par les difficultés croissantes de la vente dans la rue, les autorités et l'armée les chassant sous prétexte que ce sont elles qui propagent le virus. La même chose se produit pour les vendeuse-eur-s de marchés.

Les municipalités réagissent de manière différente. Au nord du district de Lima, dans la municipalité de Carabayllo, les vendeuse-eur-s ont reçu un bon espace de travail et paient des frais raisonnables, tandis que dans la municipalité de Comas, les vendeuse-eur-s d'un marché de rue (appelé *paradita*) se sont fait dire que leur espace allait être assaini et, au contraire, leurs étals ont été détruits au bulldozer, malgré l'existence d'un dialogue continu entre la municipalité et les vendeuse-eur-s.

Les vendeuse-eur-s de rue et de marché considèrent également qu'elles-ils sont confronté-e-s à la concurrence déloyale des supermarchés pendant la pandémie. Alors qu'elles-ils ne peuvent vendre que des produits de première nécessité, les supermarchés peuvent vendre toute sorte de produits. Et même s'il y a eu des cas de contagions de COVID-19 parmi les employé-e-s des supermarchés, ils n'ont pas été étiquetés comme des « foyers d'infection », comme cela a été le cas pour les vendeuse-eur-s de l'informel.

Pouvez-vous nous parler de l'importance des vendeuse-eur-s de rue dans la vie quotidienne des différents districts de Lima ?

L'ÉQUIPE DE LIMA : Certains leaders ont mentionné que de nombreuses travailleuse-eur-s vont travailler, mais que beaucoup de leurs client-e-s n'ont pas assez d'argent pour payer leurs marchandises. Et les vendeuse-eur-s de rue ne peuvent pas arrêter de distribuer de la nourriture car il s'agit de leurs client-e-s de toujours.

Cela révèle l'importance des vendeuse-eur-s de rue pour toutes-tous les citoyen-ne-s de la ville. Elles-Ils garantissent la sécurité alimentaire des personnes les plus démunies. Et, souvent, ces vendeuse-eur-s offrent

leurs produits dans des lieux qui relient les gens dans la ville parce qu'elles-ils sont situés à mi-chemin entre la population qui vit dans les zones périphériques et les marchés.

Que font les organisations de vendeuse-eur-s de rue en réponse à la pandémie et aux restrictions auxquelles elles sont confrontées ?

L'ÉQUIPE DE LIMA : Dans plusieurs cas, les vendeuse-eur-s ont mis en œuvre des efforts novateurs pour protéger les travailleuse-eur-s et le public. Certain-e-s commerçant-e-s utilisent du chlore et pratiquent également la distanciation sociale sur le lieu de travail.

Mais cela est très différent de ce qui est dit dans les médias ou même de ce que les autorités soutiennent. Dans ces deux cas, on entend seulement que les travailleuse-eur-s sont une grave source de contagion.

Les vendeuse-eur-s de La Victoria ont également déposé une plainte pour abus en vue de la confiscation de leurs marchandises auprès du parquet. Certain-e-s vendeuse-eur-s de rue se sont mobilisé-e-s pour exiger du gouvernement municipal la restitution de leurs marchandises et pour attirer l'attention des médias. Cependant, les autorités veulent imposer des amendes équivalant à presque 700 USD pour récupérer les biens confisqués, ce qui est impossible à payer pour les travailleuse-eur-s.

Les vendeuse-eur-s de marché, avec le soutien de Lima Ville focale, ont tenu une conférence de presse le 20 mai pour démontrer leur volonté de partager les responsabilités dans la gestion de la propagation de la maladie et pour demander leur inclusion dans la commission qui supervise les marchés.

Pourriez-vous nous faire part de quelques-uns des travaux réalisés par Lima Ville focale de WIEGO pour soutenir les vendeuse-eur-s de rue ?

L'ÉQUIPE DE LIMA : Nous avons plaidé auprès des autorités pour le *bono independiente* et avons partagé les listes de travailleuse-eur-s des organisations de base – comprenant 10 000 noms de travailleuse-eur-s de plusieurs secteurs – avec le ministère du Travail, le ministère

du Développement et de l'Inclusion sociale et le ministère de l'Environnement pour obtenir leur inclusion.

Nous avons également lancé une campagne médiatique. Étant donné les restrictions de mobilité existantes, les médias façonnent les perceptions du public et peuvent influencer les décisions du gouvernement. Notre but est de démontrer que les personnes vendeuses de rue sont organisées, qu'elles veulent bien travailler avec les autorités et qu'elles ont adopté les mesures sanitaires pertinentes.

Communiqué de presse de WIEGO: [Arrêter la propagation de la COVID-19 : les contribution des travailleuse-eur-s en emploi informel au Pérou et en Amérique latine](#) (en espagnol).

Nous travaillons en étroite collaboration avec divers-e-s spécialistes de la vente de rue et des marchés afin de partager leurs expériences. Nous avons aussi plaidé pour que les marchés de rue organisés (*paraditas*) puissent fonctionner dans des espaces ouverts afin de réduire l'entassement humain dans les marchés. Et nous organisons actuellement trois événements sur Facebook Live et espérons que les médias pourront s'y joindre. Nous y voyons une occasion de partager les bonnes pratiques et d'entamer un débat plus éclairé sur la vente de rue.



En avril 2020, des leaders des travailleuse-eur-s de tous les secteurs ont uni leurs efforts pour créer la campagne « Trabajadores combatiendo al COVID » (« Travailleuse-eur-s contre la COVID »), qui exige un ensemble de revendications communes et sectorielles, notamment : l'accès à l'argent correspondant au « bono », aux équipements de protection individuelle, et le dialogue et la coopération avec les autorités, entre autres revendications.

Construire ensemble une ville plus résistante

Les personnes vendeuses de Lima, au Pérou, ont une connaissance approfondie des risques liés au travail dans les rues et sur les marchés pendant la pandémie. Plusieurs ont dû se débrouiller avec ces risques car elles continuent à fournir des produits et des services essentiels pendant cette crise de santé publique. Elles ont déjà pris des mesures pour réduire les risques pour les client-e-s tout aussi que pour les vendeuse-ur-s et préconisent de faire partie de la solution.

Mais elles demandent au gouvernement de travailler ensemble, en tant que collaboratrices légitimes, pour trouver des solutions permettant de maintenir le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire essentielles, et d'assurer la sûreté et la sécurité dans le processus.

Alors que la municipalité travaille pour construire une ville plus résistante post COVID-19, il est primordial de garantir le droit fondamental au travail. Les travailleuse-ur-s de l'informel dépendent de leurs revenus quotidiens pour survivre, et le public dépend d'elles et eux pour se procurer de la nourriture. Par conséquent, le droit au travail doit comprendre à la fois l'espace nécessaire à l'exercice de ce droit et la mise en œuvre de protocoles de santé pour atténuer les risques.

Mais cela ne peut se produire que s'il y a des investissements municipaux et des actions coordonnées avec les travailleuse-ur-s pour garantir des espaces publics plus sains et plus sûrs qui seront au service de toutes et tous les résidents de la ville. Les vendeuse-ur-s de rue et de marché de Lima exigent ces investissements depuis des années. Si la pandémie exacerbe les inégalités structurelles profondément enracinées dans les villes, elle peut également servir de moment pour repenser des interventions pratiques et appropriées qui impliquent la communauté de base et les groupes de travailleuse-ur-s qui sont frappé-e-s sévèrement. En fin de compte, c'est l'occasion de concevoir de nouvelles villes où les besoins de toutes et tous les citoyens sont placés devant et au centre.

Pour en savoir plus sur l'impact de la pandémie sur les vendeuse-ur-s de rue du monde entier, consultez [l'étude et l'analyse de l'actualité mondiale de WIEGO](#).

TRABAJADORES COMBATIENDO AL COVID

@trabajadorescvd

PARADITAS
Oportunidad para reducir contagios en los mercados.

Planteamos: Alianza entre autoridades y vendedoras/es.

Beneficios

- 1 Seguridad alimentaria, abasteciendo a las familias.
- 2 Reduce aglomeraciones en mercados y están al aire libre.
- 3 Reduce desplazamientos por abastecimiento.

Municipalidad Provincial de Morropón-Chulucanas

CETRAFOR
Central Única de Autoempleados de la Victoria Rumbo a la Formalización

RENATTA
Red Nacional de Trabajadores y Trabajadoras Autoempleadas

CONFIAR
Confederación de Instituciones de ambulantes y afines de la región Lima y Callao

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

WIEGO
Worldwide Informal and Entrepreneurial Organizing and Development

FOS

Estudios y Cooperación
Fundación Estudios Sociales y Participación de Ciudadanos

SOLIDARITY CENTER

Image de la campagne qui prône des partenariats entre les autorités et les organisations de vendeuse-ur-s de rue pour l'établissement de marchés de rue (paraditas) comme moyen d'assurer la sécurité alimentaire, de réduire le surpeuplement et d'éviter la nécessité de parcourir de longues distances pour s'approvisionner.

Conclusion



Rebecca Litey, porteuse de charge sur la tête de l'informel (ou *kayaye*) vend des poissons dans le marché d'Agbobloshie, à Accra, Ghana.

Photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

Conclusion

LA PANDÉMIE met en évidence la nécessité d'une aide immédiate pour protéger les travailleuse-eur-s de l'informel et d'un plan économique et social à long terme qui intègre le rétablissement des moyens de subsistance à une protection du travail et une protection sociale plus forte et plus équitable pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

De nombreux gouvernements ont répondu à la crise par des mesures d'assistance sociale d'urgence, qui ont été élargies pour inclure les travailleuse-eur-s de l'informel. Bien que ces mesures soient louables, elles sont à court terme et seront insuffisantes pour réduire les effets négatifs à long terme de cette crise sanitaire, économique et des soins. Il sont nécessaires des interventions actives à plus long terme qui combinent la sécurité du travail et la sécurité sociale pour toutes et tous.

Cinq vérités

La pandémie renforce quatre vérités sur les personnes travailleuses de l'informel, leur statut au sein des sociétés et les contributions qu'elles apportent à leurs communautés et à leurs pays :

- 1. Les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s de l'informel sont incroyablement vulnérables aux chocs.** La faiblesse des revenus, le manque d'épargne et l'absence ou l'accès limité à la protection sociale ont conduit à une chute immédiate dans une extrême pauvreté pour la plupart des deux milliards de personnes travaillant dans l'économie informelle. Dans l'évaluation rapide, la sécurité alimentaire apparaît comme une préoccupation majeure pour les travailleuse-eur-s de l'informel, au même titre que la perte permanente de revenus.
- 2. Les mesures de santé publique doivent tenir compte de la sécurité des revenus.** À moins que d'autres formes de soutien au revenu ne soient disponibles, les personnes travailleuses de l'informel n'ont pas d'autre choix que d'enfreindre les directives de santé publique pour gagner leur vie et éviter la faim. Elles courent ainsi un risque accru de contracter et de propager le virus, malgré leurs efforts diligents de prévention.

- 3. L'inégalité d'accès aux services de santé et à la protection sociale est un risque pour nous toutes et tous.** Les sociétés sont aussi bien protégées que les personnes les plus démunies et les plus vulnérables qui les constituent.
- 4. Les travailleuse-eur-s de l'informel sont au cœur de toutes les économies.** Ce sont des travailleuse-eur-s des soins, des vendeuse-eur-s de nourriture qui travaillent dans des zones à faibles revenus, des travailleuse-eur-s à domicile qui cousent des masques ou des récupératrice-eur-s de matériaux qui nettoient les communautés et réduisent les pressions budgétaires et environnementales. Dans certains cas, les personnes travailleuses de l'informel ont été officiellement considérées comme des travailleuses essentielles (alors que la plupart des autres ne l'ont pas été). Pourtant, ces travailleuse-eur-s ne reçoivent les rémunérations ni les protections qui reflètent la valeur de ces contributions.
- 5. Les travailleuse-eur-s de l'informel en première ligne** Les gouvernements s'appuient sur les organisations et les réseaux des travailleuse-eur-s de l'informel pour diffuser des messages de santé publique, étendre les programmes de transfert d'argent et distribuer des rations alimentaires. Le renforcement des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel peut préparer les communautés à répondre aux futures crises sanitaires et climatiques.

Alors que ce coronavirus continue de nous mettre au défi à l'échelle mondiale et que les pays connaissent une deuxième et une troisième vague d'infection (ou de nouvelles pandémies), les résultats de l'évaluation rapide de WIEGO en mars/avril 2020 peuvent mettre en lumière les impacts potentiels des politiques relatives aux moyens de subsistance et à la santé des travailleuse-eur-s. En fin de compte, cela peut aider les décideuse-eur-s politiques et les organisations des personnes travailleuses de l'informel à peser le pour et le contre des différentes mesures de santé publique et des plans de relance économique pour aider à déterminer ce qui est le mieux pour ces travailleuse-eur-s.



Campagnes de collecte de fonds pour aider les travailleuse-eur-s de l'informel

Malgré les difficultés, les personnes travailleuses de l'informel des villes du monde entier fournissent des services essentiels. Mais elles ont besoin d'aide. WIEGO a dressé une liste des campagnes de collecte de fonds menées par les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel et leurs alliés.

[Pour en savoir plus et apporter votre soutien, cliquez ici.](#)

Annexe 1 : Personnes interviewées dans le cadre de l'évaluation rapide

Organisation	Ville/Pays/Région représentée
AAR AK SUXALI	Dakar, Senegal
Alliance of Indian Wastepickers	Inde
Asiye eTafuleni (AeT)	Durban, Afrique du Sud
Bokk Diom	Dakar, Sénégal
FENATM (Federación Nacional de Trabajadores en Mercados del Perú)	Lima, Pérou
FNRAP (Frente Nacional de Recicladores Ambientalistas del Perú)	Lima, Pérou
FENVENDRELP (Federación Nacional de Vendedores de Diarios, Revistas y Loterías del Perú)	Lima, Pérou
Alliance mondiale des récupératrice-eur-s	Mondial
HomeNet de l'Europe de l'Est	Europe de l'Est
HomeNet Philippines	Philippines
HomeNet de l'Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka
HomeNet de l'Asie du Sud-Est	Cambodge, Laos, Indonésie, Philippines, Thaïlande et Vietnam
HomeNet Thaïlande	Thaïlande
HomeNet Vietnam	Vietnam
Fédération internationale des travailleuses domestiques	Mondial
Fédération internationale des travailleuses domestiques	Afrique
Fédération internationale des travailleuses domestiques	Asie
Fédération internationale des travailleuses domestiques	Amérique latine

Organisation	Ville/Pays/Région représentée
IHVAG (Informal Hawkers and Vendors Association of Ghana)	Ghana
Indian Institute of Human Settlements	Inde
Kpone Waste Pickers Association	Accra, Ghana
RENATTA (Red Nacional de Trabajadores y Trabajadoras Autoempleados)	Lima, Pérou
Association des Femmes Indépendantes (SEWA)	Inde
SINACTRAHO (Sindicato Nacional de Trabajadores y Trabajadoras del Hogar)	Mexique
StreetNet International	Mondial
SYGAS (Syndicat des Gargotières du Sénégal)	Sénégal
Récupératrice-eur-s de matériaux en conversation avec des représentant-e-s de WIEGO	Brésil et Colombie
Travailleuse-eur-s à domicile en conversation avec des représentant-e-s de WIEGO	Ouganda, Kenya et Éthiopie
Unión de Aseadores de Calzado	Ville de Mexico, Mexique
Trabajadores voluntarios y desempleados de la CDMX, A.C.	Ville de Mexico, Mexique
Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Economía Popular (UTEP)	Argentine

Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales.

Soyez au courant de la réponse de WIEGO face à la COVID-19 :



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation